

LE LIVRE
AU TEMPS DU
CONFINEMENT

Ouvrage publié avec l'aide
de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'écriture de ce livre a été soutenue par une bourse
d'aide au développement de projet littéraire
de la Scam.

Mise en page : Amélie Sepulchre
© Les Impressions Nouvelles – 2020
www.lesimpressionsnouvelles.com
info@lesimpressionsnouvelles.com

Tanguy Habrand

LE LIVRE
AU TEMPS DU
CONFINEMENT

LES IMPRESSIONS NOUVELLES

INTRODUCTION

Les pages qui vont suivre sont nées de trois rencontres à distance, sous le confinement, qui a débuté en Belgique le mercredi 18 mars 2020 à midi. Au début du mois d'avril, Claudine Simart, du Service Communication et Culture de mon université (Liège), m'a contacté dans la perspective de dresser un bref état des lieux de l'industrie du livre au temps du Covid-19. Cette réflexion, qui a pris la forme d'un entretien, a modifié ma perception du confinement, dont les premiers jours avaient oscillé entre lecture compulsive de la presse et cynisme sur les réseaux sociaux. Le dispositif venait en quelque sorte autoriser une parole construite sur des événements que je m'étais contenté de subir jusqu'alors.

Le 10 avril, une journaliste de *Libération* qui avait lu cet entretien, Frédérique Roussel, m'a demandé à son tour de répondre à quelques questions. Je disposais du week-end de Pâques pour rendre ma copie, sur différents aspects qui donneraient une portée élargie au phénomène. Le papier ne verrait finalement le jour

que deux semaines plus tard. Dans l'intervalle, j'avais envoyé ma contribution à Benoît Peeters, directeur des Impressions Nouvelles où je suis en charge de la collection Espace Nord et, avec Dick Tomasovic, de La Fabrique des Héros. Nous avons pris l'habitude d'échanger des informations à caractère éditorial, afin de se repérer au mieux dans la crise du livre que nous vivions de l'intérieur. Après avoir pris le temps de lire ces pages, Benoît Peeters m'a invité à développer mes observations dans un texte plus long, qui prendrait la forme d'un petit essai. Ce projet est devenu mon carnet de confinement.

Dès le départ, ce travail n'a pas eu pour objectif de faire la chronique de la vie du livre confiné, mais d'analyser le fonctionnement de l'industrie du livre à l'arrêt. Si la chaîne du livre a provisoirement cessé de tourner pendant deux mois au moins, elle n'est pas tombée en léthargie. La chaîne du livre s'est adaptée au confinement. Elle s'est reconfigurée et parfois déplacée. Ses terrains d'élection ont été le théâtre d'une activité intense, que ce soit au travers d'actions, individuelles et collectives, ou de discours critiques. Auteurs, éditeurs, imprimeurs, distributeurs, diffuseurs, libraires, bibliothécaires et lecteurs ont été à l'origine de stratégies de survie, constructives ou désespérées, qui ne sont pas réductibles à la poétique de l'effondrement que les collapsologues voudraient ériger en théorie. Pour beaucoup, il ne s'est pas agi de parier sur la fin de

la civilisation thermo-industrielle, mais de réagir avec pragmatisme aux menaces qui pesaient sur l'exercice de leur profession.

En dépit du traumatisme indéniable que la période – dans son surgissement comme dans ses répercussions sociales et économiques – aura inscrit dans nos vies, le monde du livre n'a pas été débarrassé de ses luttes internes, de ses principes, et des luttes menées au nom de ses principes. C'est à ce jeu d'interactions et aux conflits de valeurs qui en découlent que je me suis consacré. La pandémie du Covid-19 aura au moins eu cette vertu, dans les activités du monde social, de se poser en *analyste institutionnel*, élément construit ou naturel ayant pour particularité de « mettre à jour le réel », d'« obliger la structure de l'institution à se mettre à nu¹ ». Qu'il s'agisse du caractère essentiel ou non du livre et de ses implications, de la vente en ligne, de l'édition numérique, de la surproduction éditoriale, de la place de l'édition indépendante ou encore de l'aide publique au secteur, les acteurs placés en état d'urgence ont été conduits par la force des choses à exacerber leurs positions, à faire face à leurs propres contradictions et, ce faisant, à se dévoiler.

Au lieu de nous plonger dans un monde au ralenti, le confinement n'a eu de cesse de nous proposer une vision accélérée du monde. Avec le temps, les enquêtes de terrain et les études à caractère historique reviendront assurément sur cette période dont il est encore

impossible de prendre toute la mesure. Il n'en est pas moins intéressant de se risquer dès aujourd'hui à l'analyse dans une double hypothèse. Hypothèse qu'il existe, d'une part, un regard de l'instant et de l'intérieur dont les formes ne pourront plus être reproduites à l'avenir. Hypothèse qu'il convient, d'autre part, de se saisir dès maintenant de la question pour prendre part aux transformations qui se préparent.

Sans un travail d'action et de réflexion, il est fort probable que l'industrie du livre de demain ne fera qu'accentuer les disparités d'avant. Ce ne sera pas plus la fin du monde du livre que les fois précédentes, mais il faudra vivre avec le regret d'être passé à côté de quelque chose.

CHAPITRE PREMIER

LE LIVRE EST UN PRODUIT COMME LES AUTRES

Au début du mois de mars, l'entrée en quarantaine de l'Italie a jeté un froid sur les pays européens. Les mesures qui avaient été décrétées en Chine pour enrayer la propagation du Covid-19 ont cessé d'être un particularisme asiatique. En l'espace de quelques jours, l'Italie est devenue le laboratoire de l'Europe, son avenir à court terme, comme l'Europe serait bientôt celui des États-Unis. Après un secteur de la province de Lodi en Lombardie le 21 février, le Nord puis l'entièreté de l'Italie ont été soumis à des mesures d'urgence le 8 et le 10 mars. Tel que défini le lendemain par le premier ministre Giuseppe Conte, le confinement y a impliqué, entre autres dispositions, la fermeture des commerces à l'exception de ceux qui relevaient du secteur de la santé et de l'alimentation. Une annonce douloureuse pour le secteur de la librairie italienne, frappé depuis quelques années par des centaines

de disparitions d'enseignes² et qui venait tout juste, à la fin du mois de février, d'adopter sa propre version de la loi Lang en réduisant de 15 à 5 % le rabais maximum autorisé sur le prix des nouveautés³.

Pour les professionnels du reste de l'Europe, le scénario d'une paralysie des commerces de livres n'a pas mis longtemps à être pris au sérieux. Il est devenu réalité le 17 mars en France, le 18 mars en Belgique. Bien qu'elle ait été de loin le phénomène le plus lourd de conséquences, l'interdiction d'accès aux librairies n'était cependant pas le premier coup porté à l'industrie du livre. En témoigne la couverture de *Livres Hebdo* du 6 mars, illustrée d'une lectrice portant un masque de protection et titrée : « Coronavirus : le livre contaminé ». Si ce numéro se faisait le relai d'un foyer de contagion dans la chaîne, c'est qu'une vague d'annulations et de reports avait déjà frappé les foires et salons d'hiver : Paris, Bologne, Leipzig et Londres. Il n'y a guère que la Foire du Livre de Bruxelles qui se soit déroulée comme si de rien n'était ou presque, entre le 5 et le 8 mars, dans des circonstances pour le moins discutables.

Au milieu des discours économiques et sanitaires, un débat que personne n'avait vu venir s'est fait jour au sein de la communauté des professionnels et des lecteurs. En excluant le livre de la liste des produits et services à caractère essentiel, les gouvernements

conseillés par des comités d'experts s'étaient en effet attaqués à l'une des croyances les plus enracinées dans le monde du livre. Personne ne remettait en cause la nécessité de s'alimenter et de se soigner, mais fallait-il se résoudre à ce que le livre, la littérature, ne puisse plus désormais nourrir l'esprit ni réparer les vivants⁴ ? Telle a été la première mise à nu opérée par la crise du coronavirus, qui a fait s'entrechoquer les représentations de la culture et contribué à orienter les actions des uns et des autres sous le confinement.

Vues par certains comme une dénégation du caractère essentiel du livre, les mesures de confinement paraissaient bafouer des convictions savantes ou populaires, de même que le postulat sur lequel se fondait toute la politique de la culture depuis André Malraux : l'exception culturelle. L'exception du livre, en l'occurrence, consacrée par Jack Lang sous Mitterrand, dont le principe s'énonçait déjà en 1976 dans la célèbre déclaration de Valéry Giscard d'Estaing : « Le livre n'est pas un produit comme les autres ; il est un bien culturel et nombreuses sont les librairies qui constituent des lieux privilégiés de rayonnement intellectuel⁵. » Loin de faire jurisprudence, le paradigme de l'exception culturelle semblait avoir été oublié dans la gestion de la crise, et le livre en sortir doublement affaibli. Non seulement le livre perdait de sa dignité, relégué au statut de simple produit comme les autres, mais ce statut même de produit lui était retiré, dès lors que d'autres

commerces continueraient à ouvrir leurs portes. Un sous-produit non-essentiel, voilà la définition du livre que certains ont cru découvrir dans l'Arrêté du 14 mars 2020 encadrant le confinement, lorsque ce texte posait :

qu'il y a lieu de fermer les lieux accueillant du public *non indispensables à la vie de la Nation* tels que les cinémas, bars ou discothèques ; qu'il en va de même des commerces à l'exception de ceux présentant un *caractère indispensable* comme les commerces alimentaires, pharmacies, banques, stations-services ou de distribution de la presse ; que compte tenu de leur contribution à la vie de la Nation, les services publics resteront ouverts y compris ceux assurant les services de transport [...].

Le discours d'Emmanuel Macron du 16 mars a semé le doute dans les esprits. Semblant renouer avec la tradition des chefs d'État lettrés, le Président y exhortait les citoyens à retrouver le goût des choses simples, une expérience de retour sur soi qui passerait en premier lieu par la lecture : « Lisez. Retrouvez aussi ce sens de l'essentiel. Je pense que c'est important dans les moments que nous vivons. La culture, l'éducation, le sens des choses est important. » Des mots qui tranchaient avec l'austérité et le productivisme auxquels Macron avait habitué les Français. Cet éloge de la lecture en confinement n'en traçait pas moins une ligne

de partage entre les réalités considérées : ce n'était pas le livre, mais seulement l'accès au livre, dont la nécessité devait être réévaluée sous le confinement.

Cette distinction a-t-elle permis de mieux penser les choses? La veille, Bernard Pivot interpellait sur Twitter : « Monsieur le Premier ministre [Édouard Philippe], vous qui avez écrit et publié un livre où vous faites l'éloge de la lecture, ne fermez pas les librairies. Elles sont indispensables à la santé intellectuelle, morale et récréative du pays. » Des semaines plus tard, face à ce qui s'apparentait à une double contrainte pour certains, la colère était intacte. Et ne se limitait pas à la France, ni au livre, bien qu'il en ait été le champion. Ce n'était là qu'un petit bout du débat mondial sur la barrière mobile de l'essentiel, dont la position dépendait aussi de spécificités culturelles, de pratiques perçues comme telles : pourquoi autoriser la vente de frites en Belgique, de vin en France, de vélos en Allemagne, de drogues aux Pays-Bas, demandait le *Washington Post* à la mi-mars⁶? Aux États-Unis, déplorait un journaliste de *Foreign Affairs* acquis à la cause française, les Américains s'inquiétaient juste de savoir s'ils pourraient acheter des armes à feu⁷. Vision hautement stéréotypée de la Vieille Europe et du Nouveau Continent, que les lecteurs et les professionnels américains ont aussitôt démentie. Ainsi de Wendy Paris, journaliste américaine et autrice de livres sur la vie de couple du mariage au divorce,

s'indignant de l'accès plus facile à de la marijuana qu'à des livres à Los Angeles⁸. Ainsi aussi et surtout de la campagne lancée le 20 avril par le magazine *Publishers Weekly*, équivalent de *Livres Hebdo*, autour du hashtag #BooksAreEssential. Les lecteurs étaient invités à se photographier avec un livre ouvert en guise de masque. Pour le rédacteur en chef, Jim Milliot, il s'agissait de soutenir l'industrie du livre ébranlée par la fermeture des librairies, alors que tous – personnel hospitalier, parents à la maison, travailleurs licenciés ou en chômage technique, personnes en quête de sens sous le confinement –, n'avaient jamais eu autant besoin de livres : « *Yes, books are essential to my life* ». »

Qu'il émane d'auteurs, d'éditeurs, de lecteurs ou de politiques, l'appel à la réhabilitation du livre se confondait avec la réouverture des librairies. Or la profession était divisée. C'est ainsi que le 19 mars, après que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, écrivain à ses heures comme Édouard Philippe, avait déclaré avec conviction sur France Inter que « les librairies sont effectivement un commerce de première nécessité¹⁰ », la réaction des libraires ne s'était pas fait attendre. D'où le tweet apaisant, le jour même, du ministre de la Culture Franck Riester : « Fermer boutique est pour eux un déchirement. Je tiens à saluer leur sens des responsabilités et de la solidarité face à la crise sanitaire qui nous

frappe. » Depuis le début du confinement en effet, les libraires avaient fait l'objet d'une rare pression, pris en tenaille entre ceux qui voulaient publier, ceux qui voulaient lire, et ceux qui étaient mandatés pour concilier ces attentes. Même les commentateurs avaient parfois réussi à heurter la sensibilité de la profession, à l'image du sociologue Claude Poissenot (IUT Métiers du livre de Nancy), qui se demandait dans un billet de blog où pouvaient bien être passés les libraires :

Cette liste de l'actualité de la lecture de livres est loin d'être exhaustive mais elle suffit à s'étonner de l'absence des libraires. Comment comprendre ce paradoxe d'une situation qui appelle la demande de livres et l'absence des acteurs d'une grande partie de la chaîne ? Non seulement les librairies sont fermées mais elles n'offrent aucune alternative de livraison. [...] Comment les libraires et les acteurs de la chaîne du livre tous attachés à cet objet physique et au monde qui l'a porté, peuvent-ils laisser un tel champ libre à ce concurrent [Amazon] ? Le monde du numérique n'en demandait pas tant... À ne pas défendre pratiquement une vision du monde, *les clients fidèles pourraient finir par douter de la foi de ceux qui s'en disent porteurs*¹¹.

Dans ce contexte de culpabilisation grandissante, c'est sans doute Jeanne Marchiset, de L'Attrape Plume à Dorlisheim (Strasbourg), qui a le mieux résumé

toute l'ironie et l'hypocrisie de la situation. Son raisonnement reposait en partie sur des arguments pertinents que l'on avait pu lire au sujet des hôpitaux :

Depuis le début, [les médias] donnent la parole aux ministres, aux sociologues, à M. Tartempion qui se posent en grands défenseurs de la culture, de la liberté de s'instruire, de la sacralisation du livre. Dans leurs interventions, on érige les libraires qui ont mis en place un système pour assouvir le besoin de lecture de leurs clients au statut de héros, de combattant, de résistant. Comme si ce virus invisible était personnifié en envahisseur. [...] Mais quel engouement pour le livre! Comment se fait-il que nos librairies ferment les unes après les autres depuis des dizaines d'années, pourquoi les libraires ne sont-ils pas millionnaires quand chaque Français est si désespéré de ne plus y avoir accès? Pourquoi le gouvernement laisse-t-il la profession s'éteindre alors que nous sommes si indispensables¹²?

Le confinement avait révélé les insuffisances et les contradictions de politiques du livre qui, en France comme en Belgique (après quarante ans de débats), s'abritaient bien souvent derrière le seul prix unique. Avec ce constat relevant de la pensée magique, et hautement paradoxal, que le secteur pourrait de ce seul fait s'autoréguler. Politiques du livre dont les promoteurs

semblaient avoir oublié que le prix unique du livre n'était qu'un rouage du système, une condition de possibilité, et qui n'apportaient en définitive que peu de soutien matériel à une chaîne qualifiée dans le même temps d'essentielle.

CHAPITRE DEUX

LA LIBRAIRIE INDÉPENDANTE

EN TEMPS DE CRISE

La mise à l'arrêt de la chaîne du livre a suivi, d'un pays à l'autre, un canevas régulier. Le déclencheur en a été la suspension des activités de la librairie, au départ de laquelle tout l'édifice s'est écroulé comme un château de cartes. Le premier choc de la crise s'est donc porté sur l'extrême aval de la filière, pour remonter ensuite en un temps très bref jusqu'à l'éditeur, et avec lui jusqu'à l'auteur.

Sans la rupture de ce maillon, de la librairie, il est probable que la chaîne eût continué à tourner. Pas forcément préférable mais probable, au vu du niveau avancé d'informatisation des procédures et des échanges dans le monde du livre. La fabrication et la distribution elles-mêmes auraient pu maintenir un certain volume d'activité, comme dans d'autres secteurs, à hauteur de leurs dispositifs de protection respectifs. Ce qui se serait perdu en route aurait été la

dimension humaine du métier, qui joue un rôle primordial lors des étapes de négociation et de médiation intervenant dans la conception d'un livre (entre l'auteur et l'éditeur, l'éditeur et le diffuseur, les représentants et les libraires, *etc.*). Un scénario, donc, qui aurait été de l'ordre du possible.

D'un point de vue théorique toujours, il n'est pas exclu de penser que la saison éditoriale aurait pu se poursuivre en l'absence des libraires, une tentation sur laquelle on reviendra plus loin. Mais cette option se heurtait à des problèmes de rentabilité à court terme et au risque, à moyen terme, de bouleverser l'écosystème du livre. Elle aurait par ailleurs fait voler en éclats tous les principes de loyauté du secteur.

La fermeture des commerces de livres a découlé, on l'a dit, de directives à la fois précises et inflexibles. Les libraires ont parfois anticipé ces mesures afin de participer à l'effort collectif, et de tenir compte des craintes et difficultés de leur personnel. Cela a été le cas en Belgique, où des libraires ont baissé le rideau dans les jours qui ont précédé le confinement.

L'exclusion de la librairie de la liste des commerces essentiels n'est néanmoins pas la seule décision à avoir redéfini les contours du marché. En octroyant – au contraire du livre – ce statut à la presse, les autorités ont engendré sans le vouloir un marché de la vente physique de livres à deux vitesses, certains points

presse – et non des moindres, comme la chaîne Relay du groupe Hachette – vendant eux aussi des livres. À ce titre, toujours en Belgique, l'Arrêté officiel du 18 mars a réactivé le malentendu relatif à la polysémie du métier de « libraire », désignant à la fois les librairies de conseil et les commerces proposant journaux, tabac et jeux de hasard ; la version néerlandophone du texte était beaucoup plus claire de ce point de vue, en recourant au terme de *krantenwinkels* (magasins de journaux). À l'inverse, des libraires commercialisant des titres de presse ont cherché à faire valoir cette spécificité. Enfin, par la force alimentaire des choses, les rayons livres des supermarchés ont eux aussi été maintenus. Tel que conçu, le confinement procédait *in fine* par exclusion de types d'enseignes, à l'exception au minimum de la Suisse où la célèbre chaîne de librairies Payot a réussi à faire plier les supermarchés Migros Genève, obtenant de la Chambre civile de la Cour de Justice que les livres ne puissent plus y être vendus¹³. Dans l'ensemble, donc, le livre n'a pas totalement disparu du secteur marchand, mais il s'est restreint à des points de vente qui le proposaient en proportions limitées – sur le plan notamment de la variété de l'offre, les chaînes et grandes surfaces étant par définition portées sur les livres de grande diffusion.

Sans même encore ici parler d'Amazon, le marché du livre au temps du confinement correspondait aux pires scénarios des prémices de la loi Lang : un monde

sans librairies indépendantes, et par conséquent privé d'espaces physiques pour les éditeurs indépendants.

À côté de ces mesures générales, les dispositions particulières relatives à la circulation des livres, changeantes et variables en fonction des pays, n'en ont pas moins secoué le secteur de la librairie. Par dispositions particulières, on entend ici la panoplie des autorisations et interdictions qui ont été signifiées aux libraires en matière de solutions alternatives, à savoir la vente à distance (envois ou livraisons) et le retrait.

Concernant la vente à distance, il s'est surtout agi de respecter les normes élémentaires de la distanciation sociale. Ce sont celles-ci qui avaient conduit la chaîne Payot, encore elle, à suspendre les ventes du 19 mars au 6 avril : l'afflux des ventes enregistré dès le confinement du 16 mars amenait à repenser la logistique à des fins de sécurité¹⁴. En revanche, si la vente à distance était autorisée par défaut mais sous réserves, les retraits ont été soumis à des réglementations strictes. C'est ainsi que la librairie bruxelloise Filigranes, après avoir mis en place un service de *take-away*, a été contrainte de l'abandonner à la suite d'un contrôle de police¹⁵. Les lecteurs français, eux, encouraient une amende de 135 euros pour déplacement non obligatoire¹⁶. La faculté de retrait a toutefois connu une histoire mouvementée. À la mi-avril, en France, le ministère de l'Intérieur levait l'interdiction de principe et autorisait sous conditions ce système,

rebaptisé entre-temps le « *Click & Collect*¹⁷ », ce qui le faisait curieusement entrer dans le paradigme de la nouvelle économie. Mais cette souplesse accrue a été accueillie de manière très contrastée par les professionnels, certains y voyant surtout une façon de ne pas s'attaquer aux vrais grands problèmes du secteur : la concurrence d'Amazon et les modalités exactes d'une intervention financière de l'État.

De manière générale, des distorsions sont donc apparues entre la gestion de la crise par les pouvoirs publics et les avis eux-mêmes partagés des libraires. Les organisations professionnelles (SLF en France, SLFB en Belgique) ont témoigné d'une position relativement attentiste, en s'opposant au fait de reprendre les ventes à marche forcée. Cette attitude sectorielle peut se comprendre aisément à la lumière de différents paramètres, qui font apparaître des disparités évidentes entre les librairies représentées par ces associations.

Au niveau des *ressources humaines*, toutes les librairies n'ont clairement pas joué dans la même cour, que ce soit en effectifs ou, de façon plus contingente, en regard des problèmes de santé ou d'organisation qui ont pu apparaître au cours de la période. La *taille des librairies* elle aussi a incontestablement pesé de tout son poids sur les stratégies adoptées : non seulement les mesures de sécurité étaient difficiles à tenir dans

des espaces exigus, mais surtout le fait de continuer à vendre était tributaire des stocks, de l'approvisionnement antérieur au confinement. N'oublions pas que la distribution est entrée en léthargie pendant le confinement et que les lecteurs n'ont bien souvent eu pour autre option que de choisir parmi les ouvrages déjà présents. À ces facteurs s'en est ajouté un autre : le *facteur technique*. Il existait une grande diversité de profils de libraires selon le niveau d'équipement dans la gestion des commandes à distance. Les moins dotés étaient ceux qui ne disposaient d'aucune ressource en la matière, et ne pouvaient que prendre les réservations à l'aveugle, par mail ou téléphone ; les plus chanceux étaient ceux qui disposaient d'un outil de vente en ligne. Entre les deux, les libraires qui, sans effectuer de livraisons en temps normal, offraient déjà un accès en ligne à leur stock en temps réel, en vue d'effectuer des réservations. Enfin, il est certain que des considérations d'*ordre économique* ont joué sur le fait de maintenir ou non les activités de la librairie. D'une part, continuer à vendre était-il une solution viable ? La chute prévisible des ventes ne risquait-elle pas d'entraîner de plus lourdes pertes que la mise au chômage partiel ? D'autre part, face aux incertitudes qui planaient sur les aides compensatoires de l'État, le maintien d'une activité, même déficitaire, ne déboucherait-il pas sur une fin de non-recevoir ?

Les motivations économiques n'ont été évoquées, quand elles l'ont été, qu'une fois les libraires poussés dans leurs derniers retranchements¹⁸. Les acteurs du monde du livre, où règnent à la fois le plaisir de la lecture et la dénégation de l'économie, *a fortiori* dans les structures les moins ouvertement commerciales¹⁹, ont rarement été forcés de se dévoiler autant sur la place publique au travers de leurs discours. Malgré cela, c'est bien sur le plan des valeurs que se sont déplacés les comportements des libraires, encadrés par deux figures opposées.

Au niveau mondial, des libraires ont insisté sur la fonction sociale de la librairie et ont tout mis en œuvre pour assurer la continuité de leur activité. Certains n'ont pas hésité à comparer leur rôle à celui qui avait prévalu en temps de guerre. Tel a par exemple été le cas de Bradley Graham, copropriétaire de la librairie Politics and Prose à Washington :

Historiquement, c'est nous qui avons servi de havre de paix, de réconfort et de lieu d'information à de nombreuses personnes dans le besoin en temps de crise. Nous ressentons une proximité d'autant plus forte avec le public que nous avons toujours été fiers d'être là pour les communautés en difficulté lors des crises passées²⁰.

Une qualification que d'aucuns trouvaient excessive, à l'image des libraires de L'Écume des pages, à Paris, qui s'adressaient ainsi le 20 avril à leurs lecteurs : « Si lire c'est résister, acheter ou vendre un livre ne fait pas de nous des résistants. » Marc Filipson, quant à lui, de la librairie Filigranes à Bruxelles, parlait de « librairie de garde²¹ », en précisant que ce choix était loin d'être rationnel sur le plan économique à court terme.

D'autres ont prôné la fermeture par civisme, au nom du respect du confinement, de la sécurité de tous. Cette attitude s'est quelquefois articulée à des justifications qui n'étaient plus d'ordre sanitaire, mais se réclamaient d'une éthique de la consommation. Le bon lecteur devait être en mesure de comprendre, d'attendre, de réprimer son désir d'achat. Telle a été la lecture sévère d'Évelyne Darmanin, responsable de la filière Librairie à l'Université catholique de l'Ouest Laval. Le 5 avril, la tribune publiée sur le site web de son université plaçait d'emblée le débat sur un plan métaphorique : « Les librairies, nos librairies sont fermées, mais les livres peuvent s'ouvrir... » Évelyne Darmanin s'interrogeait sur la concurrence déloyale des grandes surfaces, invitant les lecteurs à privilégier « la rencontre, le conseil, l'empathie, la proximité » des libraires ; à se contenter de leur bibliothèque et de celles de leurs voisins. Le principal défaut de ce texte était de moraliser à outrance les lecteurs et leurs

comportements. Même l'achat de livres numériques passait pour un comportement à proscrire :

Le confinement nous rappelle que nous avons besoin des autres, de leur contact, de leur regard, de leur présence réelle et physique plus vraie que derrière les écrans de téléphone et autre ordinateur... Quelle urgence y a-t-il à acheter tel livre en ligne, en format numérique? Quelle urgence qui ne puisse être comblée par tous les livres qui nous entourent sans doute déjà²²?

Sans forcément se hisser à un tel niveau de rigorisme, les libraires ont donc oscillé entre deux stratégies, dictées aussi bien par des principes que des contingences matérielles. Ces stratégies étaient révélatrices de deux systèmes de valeurs, producteurs l'un et l'autre de définitions de ce que pouvait être une fois encore l'*essentiel*.

Pour beaucoup, la question se limitait à savoir quoi faire pour exister en contexte incertain (connaissances approximatives du virus, variation des mesures, durée inconnue du confinement). D'où le fait que des libraires soient passés d'une stratégie à l'autre. D'où les activités de substitution menées sur les réseaux sociaux, au travers de lectures ou de conseils de lecture. La librairie indépendante allait-elle survivre à cette crise sanitaire et économique majeure? Aux États-Unis, des

commentateurs inquiets se demandaient déjà si l'*Indie Bookstore Renaissance*, durement acquise aux lendemains de la Grande Récession de 2008, après trois décennies de faillites au profit des chaînes (Barnes & Noble, Borders) et de la vente en ligne, n'appartenait pas déjà au passé²³.

CHAPITRE TROIS

LES ÉDITEURS CONFINÉS

Dès lors que la librairie et la diffusion-distribution étaient majoritairement à l'arrêt, les éditeurs ont dû réviser leurs stratégies. En s'appuyant sur les imprimeries qui tournaient à cadence réduite²⁴, il restait possible de fabriquer un livre. La question était de savoir qu'en faire. Court-circuiter la librairie traditionnelle? Envisageable, mais il aurait fallu faire une croix sur la promotion à large échelle : les médias avaient les plus grandes difficultés du monde à parler d'autre chose que de l'évolution du Covid-19. Prendre de l'avance en prévision du jour dit? Il n'y avait pas de jour dit. Début avril, la date la plus optimiste de nouvel office en librairie était la deuxième quinzaine de mai, mais rien n'était sûr. Même en stockant ses ouvrages chez les imprimeurs, il n'était guère raisonnable pour un éditeur fragile de multiplier les factures d'impression, de grever sa trésorerie. Au lieu de cela, les éditeurs réajustaient leurs programmes en concertation avec leur diffuseur-distributeur, avec plus de 5 000 reports

enregistrés au cours des dix premiers jours du confinement²⁵. Certains éditeurs tablaient déjà sur le début de l'année 2021. Pour Olivier Nora, de chez Grasset, ce sont en tout deux années de programmation qui seraient affectées²⁶. Ce qui était certain, c'est que ces décalages de parution auraient, à court terme, des conséquences difficiles à mesurer sur la rentrée d'automne, moment de course aux prix en France et de campagne présidentielle aux États-Unis – un événement déjà perturbateur pour le marché du livre en temps normal²⁷.

Sur le plan économique, la situation des éditeurs différait de celle des libraires. Sachant que les facturations remontent progressivement la filière (libraire, distributeur, éditeur, auteur), leurs finances n'étaient pas encore impactées. Les éditeurs pouvaient compter sur les ventes du premier trimestre. Virtuellement, tout allait bien. L'effet retard était toutefois connu de tous, et des évaluations des pertes ont rapidement commencé à circuler, notamment parce qu'il fallait informer les pouvoirs publics dans la perspective d'un plan de sauvetage. À la mi-avril, Vincent Montagne, le président du Syndicat national de l'édition (SNE) en France, parlait d'un déficit de 20 à 30 % pour l'ensemble des éditeurs, qui montait à 90 % pour la période du confinement²⁸. Benoît Dubois, le directeur de l'Association des éditeurs belges (ADEB), évaluait quant à lui les pertes entre 25 à 65 % en fonction

des catégories éditoriales²⁹. Ces chiffres étaient hypothétiques et se fondaient sur une reprise de l'activité en mai, mais tout en partant du principe que la chute des ventes ne serait pas circonscrite au confinement : la production et la consommation des livres pâtiraient durablement de la situation.

Conformément à la centralité qu'il incarne et entend préserver dans le monde éditorial, Antoine Gallimard s'est rapidement posé en porte-parole de la profession. Son entretien accordé à *Livres Hebdo* le 3 avril a autant fait office de premier discours construit sur l'édition à l'arrêt que de coup de projecteur sur le groupe. Comparant le secteur à un « corps anémié qui va entrer en convalescence³⁰ », l'éditeur détaillait les résolutions prises par Gallimard pour surmonter la crise. Ce témoignage établissait tacitement un code de bonnes pratiques, une norme de l'édition confinée que l'on peut résumer comme suit :

Au niveau de la réorganisation des conditions de travail : a) suspension d'activité totale de deux tiers des équipes éditoriales et commerciales (diffusion, service de presse, marketing), selon la nature des fonctions ou les catégories éditoriales visées (interruption du département tourisme); b) continuité des fonctions administratives (ressources humaines, traitement des salaires, finances, informatique); c) réduction au

strict minimum de la distribution (32 salariés au lieu de 447), autour d'un « filet d'activité porté par du personnel volontaire pour satisfaire les commandes des points de vente qui restent ouverts », mais ne traitant plus offices ni retours.

Au niveau des stratégies éditoriales : a) importance accrue du livre numérique, avec des ventes multipliées par deux à l'échelle du groupe; b) politique de baisse de prix des livres numériques, mais de refus de la gratuité (exception faite des « Tracts » de crise publiés chaque jour); c) redéfinition des programmes éditoriaux fondée sur la baisse de la production du printemps, la publication de titres forts avant l'été, ainsi qu'un report des parutions jusqu'en 2021.

Ce plan d'action n'était pas représentatif de la profession, loin de là. Certaines maisons s'étaient totalement mises en pause, tandis que d'autres avaient maintenu leurs activités. Pour Marion Mazauric, directrice du Diable Vauvert, la poursuite était une spécificité de l'édition indépendante, parce que les échanges sur l'avenir étaient intenses, et que la configuration des maisons organisées en équipes légères se prêtait mieux à la situation (« Le confinement, l'isolement, on connaît³¹ »). Mais la séparation n'était pas aussi nette et, dès le 14 avril, la CFDT Livre-Édition avait tiré la

sonnette d'alarme sur le risque de voir certaines entreprises recourir au chômage partiel pour faire payer, par la collectivité, leurs employés en télétravail³².

Pour en revenir à Gallimard, les choix stratégiques n'engageaient que le groupe. Leur caractère médian témoignait d'ailleurs des contradictions auxquelles se heurtaient les éditeurs, en particulier de littérature générale. Ceux-ci étaient tiraillés entre leur soutien indéfectible à l'égard des libraires et leur instinct de survie. Un acteur comme Gallimard, dont on connaît l'engagement de longue date envers la librairie de conseil, a maintenu sa distribution *a minima*, tout en mettant sur pied des opérations commerciales autour de son catalogue numérique. Actions qui ont immanquablement profité à d'autres acteurs que les libraires paralysés dans le contexte que l'on sait. Dans le même temps, Antoine Gallimard en appelait urgemment à la réouverture des librairies. Il en allait autant selon lui de la survie de ces dernières – qui, avec la petite édition, réclamaient une aide d'urgence – que de la préservation de la filière : « Dans la chaîne, déclarait-il le 3 mai sur France Inter, il y a un maillon faible, c'est la librairie. Si ce maillon casse, c'est toute la chaîne qui déraile et c'est grave³³. » Ce double discours, qui n'était pas exempt de paradoxes, allait amener certains acteurs à exprimer leur mécontentement. Tel était le cas de Fabienne Van Hulle, de la librairie Place Ronde

à Lille, tenant à rappeler que les éditeurs avaient leur part de responsabilité dans la fragilité des librairies :

Le « maillon faible » d'une équipe, c'est celui qui la tire vers le bas. Or, dans notre cas, c'est vous Monsieur Antoine Gallimard, les « grandes » maisons d'édition et vos diffuseurs, vous qui tirez les conditions financières que vous nous accordez vers le bas ! Et non l'inverse.

C'est vous qui avez continué à livrer hypers, plateformes et entrepôts de la grande distribution virtuelle et physique, alourdissant ainsi la distorsion de concurrence pendant ces 8 semaines de confinement et mettant encore un peu plus en péril la librairie indépendante. Ce sont eux bientôt qui vous dicteront seuls leur loi et vous mettrez votre petit doigt sur la couture de votre pantalon, Monsieur. Vous vous exécuterez pour ne pas tomber.

OUI, la librairie est le maillon d'une chaîne du livre (qui n'est chaîne que lorsque ça vous arrange) affaiblie par des années de surproduction et de conditions financières déplorables³⁴.

Malgré la pression exercée une nouvelle fois sur la librairie (ou la solidarité, car tout est question de point de vue), cette position était une des plus fidèles aux régularités de la chaîne du livre et de ses non-dits. Tous les éditeurs n'étaient pas aussi sensibles à

ces principes. D'un point de vue strictement commercial, certains ont voulu compenser une partie de leurs pertes en recourant à la vente directe. C'était d'ailleurs la théorie dans le monde anglo-saxon de Jonny Geller, agent littéraire de John le Carré, Howard Jacobson et Elif Shafak, selon qui l'heure était venue pour les éditeurs de s'émanciper une bonne fois pour toutes de l'aval de la filière, sur le modèle de la télévision : « Vous avez les données, les communautés de lecteurs, les sites web. Autrefois, les éditeurs préféraient juste injecter de l'argent dans des chaînes défailtantes, mais je pense qu'ils sont maintenant obligés de considérer cette option [la vente directe] – et si cette situation perdure, ils devront le faire³⁵. » D'un point de vue promotionnel, d'autres ont misé sur la mise à disposition gratuite d'ouvrages numériques, dont beaucoup étaient encore sous droits. Une attitude qui n'a pas été au goût de tous les libraires, et encore moins des associations d'auteurs. La diffusion-distribution elle-même a parfois tenté de calmer ces ardeurs en appelant les éditeurs à favoriser les promotions modérées.

En réalité, les éditeurs se trouvaient dans une situation comparable à celle des libraires au début du confinement. Tout l'enjeu était de continuer à exister. Si la fonction manifeste des distributions de livres numériques, celle qui faisait l'objet de tous les discours, était de divertir et instruire, leur fonction latente était de

faire le buzz. À ce titre, les éditeurs s'efforçaient chacun à leur façon d'occuper le terrain – autant pour les lecteurs que pour eux, serait-on tenté de dire, car il n'était pas facile de meubler sans actualité éditoriale.

La mission des éditeurs était donc de fournir des livres aux lecteurs confinés, et il faut bien avouer que certains s'y sont fort bien illustrés. De même que les éditeurs scientifiques ont massivement ouvert leurs catalogues aux chercheurs, les éditeurs scolaires, réunis au sein de l'association Les Éditeurs d'Éducation au SNE, ont accompagné l'Éducation nationale dans son projet de continuité pédagogique en rendant disponibles leurs manuels. Plus divertissant, le portail « Harry Potter at home » lancé par J. K. Rowling pour occuper les enfants à la maison. Tous les secteurs éditoriaux semblent avoir joué le jeu : « Le Seuil du jour » (un ouvrage chaque jour en feuilletage), un « 1 001 nuits » tous les jours chez Fayard, trente titres du Diable Vauvert, une dizaine de La Fabrique, des nouvelles de chez Zulma, trois albums de « la petite Bédéthèque des savoirs » au Lombard, ou encore trente-deux premiers tomes de séries chez Kana. D'autres éditeurs se sont regroupés autour de plateformes qui diffusaient chaque jour des contenus des participants, pour partie inscrits dans les littératures de l'imaginaire, comme #confinementlecture (du diffuseur numérique e-Dantès) et l'Opération Bol d'air (du prestataire de solutions web Biblys). Les sélections entraînent

parfois en résonance avec la période, au travers de récits épidémiques et post-apocalyptiques, de livres de sagesse, d'activités pratiques, d'essais critiques, d'analyses de l'espace domestique comme *Chez soi* de Mona Chollet publié chez Zones. On observait en revanche une grande disparité dans la manière de partager ces ouvrages, qui allait du streaming (consultation limitée dans le temps) au téléchargement à vie de fichiers ePub sans DRM.

Avec le temps, les stratégies de l'offre ont cédé le pas à des campagnes plus classiques de promotion, dont le but était de préparer le déconfinement. Mais cette préparation de l'après passait aussi par une revalorisation de l'avant. On apprenait le 20 avril que huit éditeurs indépendants avaient décidé d'unir leurs forces autour d'une campagne adressée aux librairies : « Les livres de mars font le printemps³⁶. » Pour ces éditeurs en effet, publiant peu, il n'était pas tenable de sacrifier les ouvrages parus juste avant le confinement. Il n'était pas non plus envisageable d'abandonner leurs auteurs, dont les livres risquaient d'être vite retournés par des libraires en mal de trésorerie. Un des enjeux majeurs de cet élan promotionnel était de renouer des liens avec les libraires, dont dépendait le sort des éditeurs. Une réalisation explicite de cette tendance de fond, dans l'esprit de solidarité qui animait la période, résidait dans le kit de reprise d'activité que Les Arènes, L'Iconoclaste et Rue Jacob avaient proposé

gratuitement, fin avril, aux libraires qui le souhaitent. Le kit comportait des affiches (« Ici, vous n'attraperez que des bons livres »), des bandes adhésives de distanciation à coller sur le sol, ainsi qu'une colonne en carton accueillant un flacon de gel hydro-alcoolique³⁷. Moins invasive mais tout aussi centrée sur la librairie, la campagne d'affiches « La librairie, c'est mieux que l'avion » des éditions Le Tripode, diffusée en librairie et dans le réseau de la RATP.

La parenthèse du confinement, qui avait autorisé toutes les démarches pour ne pas disparaître du radar des lecteurs, des libraires et de la presse, n'avait pas déconnecté les éditeurs de la réalité du marché. Tous ne l'abordaient cependant pas de la même manière. Pour les groupes et les éditeurs les plus commerciaux, qui avaient les yeux tournés vers l'avenir, il s'agissait surtout de réorganiser les programmes à coups de reports, de suppressions et de remontées dans le temps afin, comme le laissait entrevoir Gallimard, de concentrer les valeurs sûres à la réouverture. Pour les éditeurs de taille modeste, de tels réagencements n'étaient pas réalistes. Le déconfinement apportait son lot de craintes, sauf peut-être à se dire que la période pourrait amorcer une rupture majeure dans les pratiques.

CHAPITRE QUATRE

LA RENAISSANCE DU DISCOURS CONTESTATAIRE

Les acteurs du monde du livre se sont prêtés à deux types de réflexion sous le confinement. Le premier relevait du sens pratique, de la pensée immédiate, dans l'urgence de l'action. Il a consisté à concilier survie économique et respect des mesures sanitaires. Cela s'est traduit, chez les libraires, par des conduites qui témoignaient de conceptions antagonistes de leur rôle à jouer au temps du confinement; chez les éditeurs, par des expérimentations commerciales et promotionnelles, sur fond de préparatifs de la relance. Entraient également dans cette première phase de réorganisation les accords de réciprocité vite conclus entre les acteurs. Ainsi, de grands éditeurs ont immédiatement pris la décision de reporter les échéances de paiement des libraires afin de les soulager, en échange de quoi les libraires s'engageaient à ne pas retourner de manière précipitée leurs ouvrages en stock³⁸.

Le deuxième type de réflexion était de longue portée. Il portait sur la question de l'après, du légendaire monde d'après, qui avait pris racine dans le confinement et interrogeait la forme idéale d'une société ramenée au strict nécessaire. Tôt dans la crise, des textes théoriques avaient posé les bases. Bruno Latour avait ainsi invité à « imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », sans jargon ni fumisterie, dans un article qui se présentait comme un exercice méthodique de réflexion : face au bon sens (« Relançons le plus rapidement possible la production »), opposer un cri (« Surtout pas ! »), car il appartenait à chacun de s'affirmer en un « interrupteur de globalisation³⁹ ». Si Latour se posait en partisan de la *transformation*, ce n'était néanmoins que l'un des scénarios possibles de l'après-crise modélisés par le sociologue Frédéric Claisse, aux côtés du *retour à la normale* (avec une aggravation probable des tendances antérieures), de la *résilience* (l'adaptation des systèmes de gouvernance, quitte à limiter les libertés individuelles) et de l'*effondrement* (la fin de la civilisation industrielle)⁴⁰. Scénarios qui avaient naturellement leurs partisans et détracteurs, producteurs plus ou moins conscients de quantité de discours.

Sans présager de la suite que prendraient les événements, la période était une occasion rare pour le monde survolté de l'édition. Pour Benoît Virot, du Nouvel Attila, l'instauration de deux mois de réflexion

obligatoire, chaque année, n'eût d'ailleurs pas fait de tort à une industrie peu habituée aux remises en question :

Peut-on penser que tout continue? faire comme si de rien n'était? comme si tout reprenait pour le mieux dans le meilleur des mondes? Je ne le crois pas. Toute une vision du circuit du livre, et des hommes et des femmes qui y œuvrent, y répugne. Il ne faudrait pas croire que la crise, c'est maintenant. La crise est un état permanent du monde du livre depuis le XIX^e siècle, qui menace chaque année avec plus d'acuité. Ce que révèle le confinement, c'est l'absurdité généralisée du fonctionnement de la chaîne. C'est la production démente, l'accumulation, la concentration de tous sur quelques livres, l'abattage, les fausses promesses, la nature sacrificielle et (auto-)destructrice du système. Ce que permet, pour la première fois, la « grande panne », c'est de stopper et de s'interroger. A-t-on envie de reprendre exactement comme avant ou peut-on l'espace d'un instant s'interroger sur la machine : son rythme; ses publics; ses supports; la part du politique; et les moyens de les reconnecter⁴¹?

Pouvait-on légitimement escompter une transformation de la chaîne du livre sous le confinement? N'était-il pas illusoire de vouloir réinventer un système alors que ses acteurs faisaient face aux plus grandes

difficultés ? Sous le slogan de la refondation immédiate du monde d'après, contre le retour à la normalité (ou comme il se disait « à l'a-normal »), se cachaient bien souvent des ambitions plus modestes. Il ne faisait que peu de doute que la vie d'avant reprendrait son cours. Il n'en était pas moins possible de prendre appui sur le caractère exceptionnel de la période afin de poser les jalons des réformes à venir, tout en affrontant les problèmes de l'instant : que ce soit au sein d'associations régionales, par genres (littérature, essais, jeunesse, bande dessinée, *etc.*) ou par types et affinités, les éditeurs favorables à une redéfinition du système cherchaient à faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics, au moment même où ces derniers disaient préparer des mesures de sauvetage. Il s'agissait à ce niveau de faire émerger – au travers de prises de position intra-professionnelles ou publiques – les particularités peu défendues par les syndicats officiels, soumis par nature à des impératifs de généralité et contrôlés par les acteurs dominants : le président du SNE, par exemple, n'était autre que Vincent Montagne, P-DG du groupe Média-Participations.

La mobilisation de l'association L'Autre Livre (environ 250 éditeurs), en ordre de bataille dès le 20 mars avec une lettre adressée au ministre Franck Riester, a bien illustré la volonté d'intervenir dans les réglages techniques de la sortie de crise. L'enjeu était

de vérifier si la petite édition entrerait dans les cases des mesures gouvernementales (report de charges et impôts, indemnités, aides diverses), tout en appelant à instaurer, après des années de lutte, des tarifs postaux préférentiels sur les envois de livres⁴². Un mois plus tard, dans *L'Humanité* du 29 avril, la tribune du « Collectif édition indépendante⁴³ » (créé pour l'occasion par les éditions Anamosa, Le Sonneur, L'Œil d'or, Les Caractères masqués, Invenit, La Contre-Allée et Anacharsis, mobilisant 300 signataires, dont 200 éditeurs) était d'un autre ordre. Sur le plan des idées, ce texte comportait peu de propositions innovantes. L'objectif était ailleurs : faire consensus parmi les indépendants. La visée de cette opération était de prendre rendez-vous, au sein d'un syndicat à construire et d'États généraux de l'édition francophone à planifier.

Dans *Le Monde* du 14 mai, alors que les librairies venaient de rouvrir, c'est encore un autre groupement d'éditeurs, « Édition année zéro⁴⁴ » (autour de L'Arche, La Baconnière, Emmanuelle Collas, Les Forges de Vulcain, Les Fourmis rouges, Hélice Hélas, Hors d'atteinte, MeMo, Monsieur Toussaint Louverture, Nouriturfu, Le Nouvel Attila, L'Ogre, Le Typhon, La Ville brûle), qui est parvenu à rassembler une trentaine d'éditeurs (dont le Collectif édition indépendante) en plus de ses membres, et une dizaine de libraires. Conçue comme un embryon de mouvement interprofessionnel, leur tribune (« Pour des

livres sans date de péremption ») formulait des propositions qui auraient à faire l'objet à leur tour de discussions : *a)* une taxe sur le pilon, destinée à alimenter un fonds de rémunération des auteurs en dédicace; *b)* des offices réservés aux fonds, et non plus aux seules nouveautés; *c)* un durcissement de la loi Lang, avec suppression du rabais de 5% aux particuliers et aux collectivités; *d)* un tarif postal unique et réduit pour le livre; *e)* la fixation d'un taux de remise minimum pour les libraires. Le rapprochement de ces éditeurs et libraires indépendants, qui n'était pas totalement inédit en soi, disait bien la nécessité d'agir de concert⁴⁵. Et c'est à l'intersection de l'édition, de la librairie, mais aussi des auteurs, que se situeraient les 625 signataires de la tribune publiée le 23 mai dans *Le Monde*. Étaient visés le silence d'Emmanuel Macron et l'absence de plan de relance deux mois déjà après la lettre de L'Autre Livre au ministre de la Culture⁴⁶.

Il faut ajouter que ces prises de position avaient été, si l'on peut dire, devancées par un petit essai sorti le 6 mars aux éditions Wildproject et confiné malgré lui : *Le Livre est-il écologique?* Un recueil d'interventions de l'Association pour l'Écologie du Livre constituée en juin 2019, qui se proposait d'interroger la filière du livre à la lumière des conditions de production, d'une triple écologie matérielle, sociale et symbolique⁴⁷, ce qui était à la fois novateur et pertinent pour l'époque. Ce livre venait s'ajouter aux rares travaux consacrés à

un démontage autre que symbolique ou économique de la chaîne du livre, à l'image de Martine Prosper dénonçant dix ans plus tôt les conditions de travail (*Édition : l'envers du décor*, éditions Lignes⁴⁸), et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (2002) attentive aux questions de bibliodiversité, d'éthique du travail et d'échanges Nord-Sud. Forts de la parution de leur livre collectif, les animateurs de l'Association pour l'Écologie du Livre ont fait une sortie remarquée dans la presse à leur tour, le 11 mai, où ils dressaient un constat négatif de l'impact du confinement sur les mentalités :

Ce que cache la fameuse économie de guerre, c'est surtout l'accentuation de la « loi de la jungle » néolibérale, quoi qu'il en coûte. En cela, le confinement n'a rien changé à nos problèmes. On dira même qu'il les a exacerbés et cruellement mis en lumière.

Si le Syndicat de la Librairie Française a plutôt bien réussi à faire corps pour sa profession, il semble que personne ne se soit véritablement soucié de la myriade de maisons d'édition indépendantes, qui font la richesse et la diversité de notre production littéraire, et dont on ne sait pas bien aujourd'hui comment ils et elles vont affronter les temps à venir – si ce n'est de façon atomisée. Il en va de même pour les imprimeries ou pour les auteurs et les autrices – et le rapport Racine

(qui a tant polarisé la chaîne alors qu'il pointait des dysfonctionnements majeurs) semble avoir été bien vite oublié.

Nous avons relâché la pression mondiale sur les milieux de vie pendant deux mois – comme en témoignent les images satellites de l'absence de pollution et le chant des oiseaux enfin audible –, mais voilà la chaîne du livre à nouveau prête à « relancer la machine ». Toujours avec les mêmes modes automatiques par défaut et la même incapacité à penser ses interdépendances. Tant d'un point de vue matériel, social que symbolique, le désastre semble donc bien parti pour continuer⁴⁹.

À côté des actions des syndicats établis et d'acteurs isolés, ces manifestations collectives ont sans doute été les plus percutantes sous le confinement en raison de leur dimension publique, de leur tempo et de la masse des acteurs concernés. Alors que la crise aurait pu agir en direction de la seule compétition entre éditeurs, elle semblait avoir redynamisé les solidarités et fait renaître, du même geste, un discours contestataire qui s'était perdu depuis une dizaine d'années. Il avait certes toujours existé des systèmes d'entraide entre les éditeurs, mais que restait-il des utopies du précédent « moment indépendant » qui s'étaient exprimées au début du siècle ? Les essais d'André Schiffrin parus à La Fabrique⁵⁰, les diatribes de Jean-Christophe Menu

contre la « récupération » du travail de L'Association⁵¹, les espoirs de circulation internationale des sciences humaines et sociales de Jérôme Vidal chez Amsterdam⁵², l'antilégende éditoriale élaborée par Thierry Discepolo dans sa *Trahison des éditeurs* aux éditions Agone⁵³ appartenaient pour beaucoup au passé. Des éditeurs avaient disparu, d'autres s'étaient rapprochés des groupes pour la diffusion-distribution ou les avait rejoints, ce qui bridait immanquablement la liberté de parole. Les nouveaux éditeurs n'avaient pas eu le temps de s'organiser. La critique s'était étiolée. D'une certaine façon, les espoirs de toute une génération s'étaient envolés à mesure que « l'indépendance » rentrait dans le rang. L'édition indépendante était devenue une réalité admise, un concept intégré de la chaîne, un phénomène marketing, qui avait appris de ses erreurs et jouait dorénavant moins la carte de l'opposition que de la différenciation. La notion elle-même suscitait la méfiance parmi les éditeurs, dont certains lui préféraient désormais celle d'édition « alternative » – d'où la création du Syndicat des éditeurs alternatifs (SEA) en 2014, regroupant principalement des éditeurs de bande dessinée.

La prolifération des discours sur le monde d'après semblait annoncer le retour de la parole combative des indépendants. Une parole reconfigurée, adaptée aux préoccupations du temps, moins portée peut-être à révéler les dessous des cartes de l'édition que ne l'avait

fait la critique foncièrement capitalistique de leurs prédécesseurs – soit par autocensure, soit par intérêt pour d'autres enjeux parce que, précisément, le travail avait été fait. Une critique aussi qui ne pourrait pas totalement se départir des ambivalences de la génération précédente. Car les réflexions de longue portée répondaient parfois à des besoins immédiats, tant le fait de prendre position dans l'espace médiatique assurait alors une visibilité accrue : il y avait une place à prendre, ce qui expliquait aussi l'énergie dépensée dans des tribunes et des cartes blanches.

Par ailleurs, le discours des indépendants était dans sa grande majorité, comme il l'a toujours été, une réflexion sur le système menée de l'intérieur du système, sans négation de ce dernier. À titre de comparaison, le petit essai publié numériquement par Alexandre Balcaen et Jérôme LeGlatin pendant le confinement aux éditions Adverse, *Éditer (modestement) dans la tourmente*, charriait des idées nettement plus radicales, adaptées à une activité située à la lisière du monde éditorial⁵⁴. Fondamentalement opposés au capitalisme d'édition, aux principes de la diffusion-distribution, les animateurs de la maison montraient en quoi la viabilité de la maison s'était peu trouvée impactée par la crise. Les déboires des éditeurs prisonniers du système éditorial incitaient au fond à pousser plus loin les principes d'autonomie de la structure, sur le double plan de la production (impression numérique de petits

tirages) et de la commercialisation (vente directe). Ce n'était qu'une fois la librairie remise sur pied qu'Adverse envisagerait de nouvelles *parutions* (il s'agirait, dans l'intervalle, de *mises à disposition*), tout en militant en faveur de « Communes du livre » – réseau de lieux alternatifs du livre imaginé par l'artiste L.L. de Mars, qui ne serait pas régi par les principes de la distribution marchande⁵⁵.

Par un étrange concours de circonstances, les nouvelles que l'on recevait au même moment des plus grands groupes d'édition en France, Hachette et Editis, avaient de quoi saper les espoirs de changement de la filière. Lagardère, propriétaire du groupe Hachette, venait en effet de faire entrer dans son capital (à hauteur de 10,6%) Vivendi, propriétaire du groupe Editis⁵⁶. Pour les observateurs attentifs du monde éditorial, ces manœuvres tenaient du chassé-croisé, car les deux mastodontes s'étaient déjà affrontés au tournant du millénaire. À l'époque, Hachette avait absorbé le Groupe de la Cité (ex-Editis) plombé par Vivendi et son PDG Jean-Marie Messier, ce qui avait débouché sur un monopole d'édition sans précédent, bien vite cassé par la Commission européenne. Editis était né, comme une excroissance non concédée à Hachette, lequel avait été forcé de vendre au fonds d'investissement Wendel (2004), qui revendrait à son tour Editis, quatre ans plus tard, au groupe espagnol Planeta.

Dépossédé d'un grand nombre de ses acquisitions, Vivendi avait disparu du paysage éditorial. C'était sans compter sur sa relance par Vincent Bolloré, entré dans le groupe en 2012, et repreneur d'Editis en 2018 auprès de Planeta au cours d'une acquisition qui avait laissé le secteur pantois.

Avec le retour de Vivendi à la tête d'Editis, et plus encore sa prise de participations au sein du groupe Hachette Lagardère, fallait-il s'attendre à revivre, vingt ans plus tard, l'histoire à l'envers? À considérer même qu'il ne se passât rien, l'incident témoignait de l'instabilité des fondations de la grande édition, à contre-courant des espoirs soulevés pendant le confinement. Les professionnels interrogés évitaient de se prononcer sur le sujet, sauf à abonder dans le sens d'un coup de main désintéressé. Un observateur tel que le journaliste Emmanuel Schwartzenberg prédisait quant à lui un démantèlement du groupe Lagardère dans les deux ans, une partie échéant à Vivendi (en un nouveau Bertelsmann), l'autre au groupe LVMH⁵⁷. De fait, Bernard Arnault, actionnaire majoritaire du groupe de luxe, volerait un mois plus tard au secours d'Arnaud Lagardère en prenant possession d'un quart de sa holding personnelle⁵⁸. Il était encore un peu tôt pour se prononcer. Mais la période avait des airs de redite. Et le fossé professionnel était immense entre les quelques groupes se taillant la part du lion et la pluralité des petites structures d'édition.

CHAPITRE CINQ

LA SATURATION DE LA FILIÈRE

La cessation immédiate des parutions a fait l'effet, sur la chaîne du livre, de ce que l'on appelle un *coup de bélier* en mécanique des fluides. Bien connu des plombiers, le coup de bélier survient notamment lors de la fermeture brutale d'un robinet ou d'une vanne. La modification du régime d'écoulement de l'eau entraîne une variation de vitesse et de pression. Ces perturbations se traduisent par des ondes de pression, ondes de choc qui se propagent au sein de l'installation et peuvent, dans le pire des cas, causer la rupture de l'infrastructure.

Les conséquences logistiques et économiques de cette interruption sur la filière ont déjà été abordées plus haut⁵⁹. Mais le choc s'était également fait sentir dans le champ des représentations. Fin avril, au bout de quelques semaines de pause, même les critiques littéraires et les journalistes peinaient à se faire une idée de tout ce qui s'était publié entre février et mars. En dépit de leur incapacité à embrasser la

production écoulee, les esprits habitués à voir défile les livres s'étaient mis à tourner à vide et de là, parfois, à remettre en question la cadence des parutions. C'est dans ce contexte propice à la prise de conscience que la critique de la surproduction a fait son retour sur le devant de la scène éditoriale.

Bien qu'elle soit pointée du doigt depuis plusieurs décennies, la surproduction est un concept difficile à manier. S'il est courant de la voir associée aux stratégies de groupes, elle se prête à des interprétations diverses en fonction de la position occupée dans l'espace éditorial. À côté de l'idée, qui est surtout celle des éditeurs indépendants, selon laquelle les grands éditeurs seraient à l'origine du trop grand nombre de titres publiés, on trouve l'hypothèse, plutôt chez les grands éditeurs, qu'il y aurait en réalité trop de mauvais livres et de livres clones. C'est ainsi que Pierre Marchand, fondateur du département Jeunesse chez Gallimard, considérait déjà dans les années 1990 qu'il n'y a pas de surproduction absolue, juste trop de titres similaires⁶⁰. Dans une autre veine interprétative encore, on se souviendra du tollé qu'avait provoqué, en 2006, un entretien de Francis Esménard (Albin Michel) et d'Antoine Gallimard. Le premier y déplorait la place occupée par des petits éditeurs en trop grand nombre, qui « encomrent les rayonnages des librairies ». Un argument que Gallimard validait en posant que ces

éditeurs « sont responsables de l'augmentation de la production⁶¹ ».

Si ces interprétations comportent toutes leur part de vérité, la surproduction n'en reste pas moins un faux problème quand elle est considérée à l'état isolé, sans être rattachée à d'autres mécanismes. Il ne serait d'ailleurs pas impossible d'envisager la surproduction, appellation par avance péjorative, comme une augmentation salutaire de la production, un indicateur positif de diversité culturelle ou d'essor intellectuel. Les éditeurs scientifiques pourraient publier quatre fois plus de monographies sans que cela n'affecte en rien le marché de la librairie : ces ouvrages seraient proposés en vente directe à un public spécialisé. De même, l'autopublication en ligne a augmenté de manière significative (plusieurs millions de références à l'échelle mondiale) le nombre de livres virtuellement publiés et destinés à un public généralement restreint. La surproduction n'a en réalité de sens que liée à un régime spécifique de commercialisation et de promotion. Raison pour laquelle elle gagne à être rattachée à la notion de *saturation* développée en économie de la culture.

On pense en particulier à l'expression d'*offre saturante* qu'a employée René Bonnell pour rendre compte, dans l'industrie cinématographique, des efforts de distribution et de promotion consentis par les distributeurs afin de maximiser le succès dans le temps court

de la vie d'un film. Outre l'impact oppressant de la pratique sur le secteur dans son ensemble, l'auteur insiste sur les risques qu'encourt le distributeur, pris dans un cercle vicieux et jouant à la roulette russe : afin d'être présent partout à la fois, le film doit être tiré en un grand nombre de copies et faire l'objet de lourds investissements publicitaires, difficiles à amortir en cas d'échec⁶². Le modèle peut être transposé au monde du livre, où il est important de prendre en considération la pratique de l'*office*. Ce « contrat » passé entre les éditeurs et les libraires soumet les conditions commerciales octroyées aux libraires et leur faculté de retour des invendus à un ensemble de conditions : rendez-vous avec les représentants, objectifs de vente à atteindre, et surtout commande d'un nombre minimum de nouveautés. L'*office* est assurément l'un des mécanismes qui jouent le plus en faveur de la saturation de l'aval de la filière.

En règle générale, un état de saturation désigne un rapport entre un volume d'activité et la capacité d'un système. La saturation est toutefois indissociable de sa dimension plus active, la saturation comme fait de « porter à saturation », à savoir le fait d'encombrer délibérément un espace. La surproduction renvoie à un trop-plein par rapport aux capacités des points de vente physiques. Il n'y a trop de livres que dans l'espace (le linéaire) d'une librairie, mais aussi dans le temps. La

surabondance de la production, dont les éditeurs sont à la fois coupables et victimes – à l’origine, il « faut » alimenter les appareils coûteux de la distribution –, contribue en effet à réduire la durée de vie des livres, ainsi que les ventes escomptées pour chaque livre. Or l’augmentation des titres produits découle elle-même d’une érosion des ventes à combler. Comme le disait Jérôme Lindon : « L’édition est le seul secteur de l’économie qui réponde à une baisse de la demande par une hausse de l’offre⁶³. » Le problème de cet emballement semble insoluble si l’on y ajoute le fait que l’édition est une économie de prototypes au succès incertain. L’édition est un système où il est préférable de vendre peu d’exemplaires d’un ouvrage que de passer son tour : au vu des faibles coûts de conception et de fabrication d’un livre de texte simple, en noir et blanc, il y a tout intérêt à tenter sa chance de réaliser des ventes correctes, de négocier des cessions de droits, ou mieux encore de décrocher un best-seller. Sans compter que les autres éditeurs s’engouffreraient dans les espaces laissés vides par la concurrence.

La saturation de l’offre se fait aux dépens des libraires *saturés*, des lecteurs rassasiés et des auteurs pris en otage de cette loterie. De telles pratiques s’inscrivent dans le droit fil de la *censure invisible*, baptisée comme telle par Pascal Durand pour qualifier dans le champ culturel ou médiatique l’« imposition d’une problématique aux dépens d’une autre » : l’invisibilité

de la censure invisible vient de ce qu'elle « trouve en bien des cas à s'exercer non par interdiction de certains discours ou objets culturels, mais au contraire par la surexposition qu'elle confère à d'autres discours ou d'autres objets⁶⁴ ». Qu'elle vise la presse ou l'aval de la filière, la saturation a partie liée aux techniques de *censure invisible* qui, à l'échelle du marché, tendent à rendre particulièrement difficile la circulation au sein du marché des biens culturels dominés⁶⁵.

La rentrée littéraire d'automne, expression la plus accomplie de ces stratégies, a certes pour fonctions manifestes de donner leur chance à un grand nombre d'auteurs, de contribuer à la richesse d'un catalogue, d'offrir le plus large choix au lecteur, mais sa fonction latente réside dans une tentative d'épuisement de l'espace médiatique et de la librairie. Sa réplique en janvier, la rentrée d'hiver, témoigne avant la révélation des livres de l'été d'une même ambition d'asseoir le contrôle de l'espace par un contrôle du temps. Les grands « moments » qui rythment le calendrier éditorial ont en effet pour particularité, comme dans l'industrie de la mode, de raccourcir la vie des livres puisque chaque saison chasse la précédente – d'autant plus fortement que la quantité de livres produits à chacune de ces occasions est élevée. Cette saturation du linéaire par succession de courtes périodes affecte également les forces vives au sein de la librairie, tant du côté des efforts consentis sur le plan de la manutention

(gestion des nouveautés et des retours) que de l'information (assimilation des contenus). Le combat pour la domination éditoriale affecte donc aussi les professionnels de la librairie qui, faute de pouvoir absorber la production et y répondre par un travail critique de sélection, sont relégués au rang de réceptacle au profit des acteurs éditoriaux les mieux équipés. Face aux dysfonctionnements de la rentrée de janvier, certains libraires suggèrent depuis quelques années qu'elle soit reportée au mois de février, ce qui aurait pour avantage de l'éloigner de la surcharge des fêtes de fin d'année⁶⁶. L'agent littéraire Pierre Astier était allé plus loin pendant le confinement, en proposant de revoir la saisonnalité de la littérature : instauration d'une rentrée à l'automne et au printemps, avec une répartition tout au long de l'année des prix littéraires⁶⁷.

L'augmentation de la production en titres produits n'est toutefois qu'une des voies que peut prendre la saturation de l'espace éditorial. Il faut tenir compte également d'une surproduction en termes de tirages, exemplaires destinés par avance au pilon pour servir de support à la constitution de piles, dans une perspective de saturation de l'espace. Et bien entendu de la saturation promotionnelle, publicitaire, de l'espace marchand et médiatique. Concernant ces éléments de promotion, on constate au fil des saisons un engorgement spécifique à la publicité sur les lieux de vente qui,

sous la forme de supports divers, constitue un poste avancé de l'édition dominante en dehors du périmètre qui lui est théoriquement consenti. L'investissement réel en mobilier dans les cas de présentoirs volumineux et sophistiqués, outre le fait d'assurer une visibilité accrue de la production, conduit ainsi à remodeler à distance l'aménagement du point de vente, sa scénographie⁶⁸, dans des proportions telles que des produits de la concurrence devront, faute de linéaire, soit être rangés dès leur parution en étagères impropres à l'exposition en facial (la couverture), soit échapper à l'assortiment général de la librairie. Ajoutons que les stratégies d'intégration de PLV et d'ILV (Publicité *ou* Information sur les lieux de vente), sont d'autant plus efficaces qu'elles sont en général associées, une fois encore, à des conditions financières avantageuses pour le libraire⁶⁹.

Loin de se borner aux chaînes culturelles et grandes surfaces, le phénomène n'épargne pas la librairie de premier niveau. En dehors des cas rares où une librairie fait prioritairement le choix de valoriser la production alternative, la librairie traditionnelle se trouve donc elle aussi tenue de réceptionner la production des *majors* afin de conserver des marges correctes auprès de ses fournisseurs, mais aussi de satisfaire le grand public qui, à défaut d'y trouver immédiatement les titres les plus discutés dans la presse, se tournera vers d'autres canaux de vente plus réactifs.

L'action conjointe de la saturation et des assortiments « illimités » des acteurs de la vente en ligne engendre un réflexe de « commande à l'unité » de la part des libraires désireux de proposer un maximum de références – dans les limites de leur linéaire et de leur trésorerie. Exception faite des mises à l'honneur ponctuelles de certains labels ou d'un engagement sur un livre auquel le libraire croirait particulièrement, ces commandes réduites à un ou quelques exemplaires condamnent la production moins poussée en avant à une visibilité réduite et à de faibles ventes.

Tel est, rapidement brossé, le portrait du système que la mise à l'arrêt de la chaîne du livre avait remis en lumière. D'aucuns s'étaient mis à rêver que l'on puisse en finir une fois pour toutes avec le système de l'office. Dans un contexte de suspicion à l'égard de la surproduction, la grande majorité des éditeurs n'avaient d'ailleurs pas tardé à annoncer la réduction de leur production. Mais ces promesses n'étaient en aucun cas la garantie d'une plus juste répartition des forces sur les étals des libraires : agir contre la surproduction n'impliquait nullement la disparition des stratégies de saturation.

CHAPITRE SIX

TOUS DÉCROISSANTS

À la fin du mois d'avril, *Livres Hebdo* avait inauguré le feuilleton de la reprise en conviant les principaux diffuseurs et distributeurs à présenter leur programme de printemps. Il était surprenant de voir la rapidité avec laquelle les grands groupes d'édition avaient su adapter leur discours aux circonstances. La tendance étant à la critique de la surproduction, tout l'enjeu était de se poser en adepte de la décroissance, à témoigner de la sorte d'un amour sincère pour les libraires, mais sans offenser les auteurs pour lesquels la réduction du nombre de titres publiés pouvait signifier l'abandon de projets.

Il y avait un intérêt relationnel et symbolique à la décroissance. Celui-ci rencontrait dans le même temps des intérêts économiques qui relevaient du bon sens éditorial et se limiteraient selon toute vraisemblance à la phase de reprise. Un groupe comme Hachette ne s'était pas brutalement converti à la permaculture éditoriale, d'autant que pas moins de neuf offices étaient

prévus entre le 27 mai et le mois de juillet. Le tout, expliquait la direction du groupe, dans l'intérêt des libraires : « Nous avons fait le choix de diminuer fortement le nombre de titres de nos offices de reprise et de les étaler dans le temps afin de ne pas saturer les points de vente⁷⁰. » Anna Pavlowitch, présidente de Flammarion, se montrait plus persuasive encore : « Céder à la cavalerie en espérant rattraper deux mois de chiffre d'affaires achèverait d'asphyxier un secteur déjà affaibli⁷¹. » Il semblait en réalité régner un consensus parmi tous les acteurs de la distribution intégrée : Hachette, Interforum (Editis), Dilisco (Albin Michel), Sodis (Gallimard), Union Distribution (Flammarion) et MDS (Média-Participations). Harmonia Mundi et Les Belles Lettres s'inscrivaient dans le mouvement, mais cela avait moins de quoi surprendre de la part de ces indépendants habitués à des flux raisonnables.

Quelques-uns allaient plus loin, par conviction et quand la configuration de leur structure le leur permettait. Dans la lignée des éditions Adverse, qui cessaient provisoirement de mettre de nouveaux livres en distribution, les éditions espagnoles Errata Naturae s'étaient engagées à ne plus faire paraître aucun livre pendant plusieurs mois :

Au cours des prochains mois, des milliers et des milliers de livres feront une apparition fugace dans les librairies et retourneront dans l'obscurité des entrepôts. [...] Une

circulation purement symbolique de la marchandise. Le seul gagnant de cette situation sera bien entendu la dette : celle des libraires, celle des éditeurs et celle des distributeurs. Lorsque la dette augmentera et augmentera, les libraires seront obligés de retourner plus de livres qu'ils ne le souhaitent, ce qu'ils sont déjà en train de faire. [...]

Pourquoi devrions-nous courir pour publier de nouveaux livres, encore plus dans une situation encore imprévisible où personne ne sait comment les choses se passeront le mois prochain ?

[N]ous avons décidé de rendre effectif cet arrêt que nous jugeons indispensable : donc, pour le moment, pendant les mois de juin, juillet et août, les six membres de la rédaction cesseront leurs fonctions habituelles et productives. Nous recevrons un salaire et ceux qui le souhaitent auront accès à des formations payées par l'éditeur et destinées à naviguer dans la tempête qui s'annonce. Nous nous consacrerons à la réflexion et à l'apprentissage. Nous imaginerons les chemins par lesquels la maison d'édition doit passer dans les années à venir. Nous mettrons en œuvre des outils informatiques pour réfléchir ensemble sur la distance. Nous ne nous occuperons de rien d'urgent, seulement de choses importantes⁷².

Par rapport aux premiers temps du confinement, les éditeurs ne pouvaient plus procéder par approximation dans leurs déclarations officielles. Les semaines écoulées sans réponse claire des pouvoirs publics avaient fait monter la tension dans le secteur, livré à lui-même et de plus en plus enclin à chercher des coupables où qu'ils se trouvent. Comme pour détourner l'attention de la vacuité gouvernementale, tout en préparant les esprits à une conception libérale des politiques de la culture, Bruno Le Maire allait d'ailleurs jeter de l'huile sur le feu, au début du mois de mai, en déclarant que l'avenir de l'industrie du livre dépendrait d'un triple effort : un effort de l'État, des collectivités locales et des grands éditeurs – accusés par le ministre d'occulter de trop faibles marges à la librairie⁷³.

Ainsi, l'industrie du livre tout entière semblait s'être mise au diapason du changement, des appels à la réforme qui avaient tant circulé dans la presse. L'industrie du livre était comme entrée dans une nouvelle phase de régulation, reposant sur des justifications à caractère éthique. À l'habitude de dénégation de l'économie, difficile à tenir dans un contexte où il n'était question que de manques à gagner et de dédommagements, s'était surimposée une écologie du métier vis-à-vis de laquelle les éditeurs, surtout les grands, étaient forcés de se situer. Les éditeurs n'étaient plus des pourvoyeurs de contenus jugés en fonction de leur qualité intrinsèque : il leur faudrait s'expliquer sur des

modes de production. D'une crise à l'autre, toutes proportions gardées bien sûr, c'est dans ce contexte que la surproduction a joué le rôle de curseur qu'avait eu la collaboration sous l'Occupation. Mais l'heure serait cette fois à la reddition des comptes bien avant la levée du confinement.

À ce titre, le discours de Françoise Nyssen au nom d'Actes Sud a sans doute été l'un de ceux à avoir le mieux intégré les codes déontologiques de la période : valorisation de « l'écosystème auteur, éditeur, diffuseur, libraire », respect des règles sociales (suspension légale d'activité), règlement des droits d'auteur pendant le confinement, rappel du caractère de première nécessité des librairies (mais en se réjouissant qu'elles puissent « ouvrir quand elles veulent »), diminution du nombre de parutions (mais sans laisser « tomber les livres »). L'orientation se voulait plus explicitement solidaire et moins dirigiste que celle de Gallimard, conformément à l'esprit syncrétique de la maison depuis ses débuts (groupe à taille humaine, familial, en province et à Paris, *etc.*). Même la surproduction, à laquelle Actes Sud avait contribué à son échelle, trouvait à faire l'objet d'une critique qui levait les objections :

Il y a beaucoup trop de livres, surtout de livres de circonstances, qui souvent surfent sur le succès de titres déjà parus sans vraiment rien apporter de plus. C'est à chaque

éditeur d'apprécier cela, mais nous donnons un signal fort avec cette réduction d'environ 50 % sur les mois de reprise, ce qui veut dire au bout du compte sur l'année 2020 une réduction d'environ 20 %. Encore une fois, nous sommes dans un écosystème, il ne faut pas travailler en silos, mais en bonne intelligence avec les libraires comme avec la presse afin d'assurer un accompagnement optimal des livres⁷⁴.

Pour désengorger le marché, les distributeurs abandonnaient les remises en vente (titres du fonds venant compléter l'offre de nouvelles parutions) au profit des livres sortis juste avant le confinement, des titres déjà prospectés par les représentants mais bloqués dans les entrepôts. Tombaient également à l'eau certaines nouveautés. Celles dont le potentiel commercial était le plus faible, car les éditeurs disaient vouloir se concentrer sur les titres de vente sûre. Ainsi, on pourrait compter chez Hachette sur *La Vie est un roman* de Guillaume Musso (Calmann-Lévy), *L'Énigme de la chambre 622* de Joël Dicker (De Fallois), le premier roman d'Olivia Ruiz (JC Lattès), le passage en poche de *La Vraie Vie* d'Adeline Dieudonné, parallèlement à des cahiers de vacances. Albin Michel mettrait en avant Alexandre Jardin et Jean-Christophe Grangé. Du côté de Gallimard, c'était autour du succès annoncé de *La Vie mensongère des adultes* d'Elena

Ferrante que la relance allait s'articuler. Un roman que l'éditeur avait choisi d'antéposer, de manière à créer un effet rentrée littéraire avant l'heure⁷⁵.

Cette tendance était paradoxale car, tout en auréolant les éditeurs du prestige de la décroissance, elle conduisait à l'élaboration de catalogues rationalisés à l'extrême. Cette politique de circonstance réiffait les propos si décriés d'Hervé de La Martinière qui, dans *Le Point* du 22 janvier 2004, aux lendemains du rachat des éditions du Seuil, avait déclaré qu'« il n'y a pas de honte à être rentable sur chaque titre ». Pour y parvenir, les catalogues seraient délestés du poids du hasard. À certains égards, on était en droit de se demander si le modèle ne serait pas pire encore que dans les analyses les plus pessimistes de la surproduction. C'est ainsi que la rentrée d'automne de Gallimard ne comporterait pas de premier roman⁷⁶, quitte à faire vaciller les mythologies de la découverte sur lesquelles repose l'édition littéraire. L'information n'avait pas tardé à servir de contre-exemple durant cette période aux airs de campagne électorale, et peut-être Olivier Nora pensait-il à Gallimard au moment de déclarer au nom de Grasset : « Réduire une production signifie soit abandonner des auteurs qui vous ont été fidèles, soit renoncer à accueillir de nouveaux auteurs. La première option est un crève-cœur ; la seconde, un renoncement à l'essence de notre métier⁷⁷. » Même discours chez Hugues Jallon, des éditions du Seuil, pour

lequel la réduction des publications aurait dû avoir été enclenchée depuis des années, mais sans tout miser sur les locomotives :

J'ai été surpris d'entendre certains de mes collègues annoncer qu'ils allaient jusqu'à réduire de moitié leur rentrée littéraire. Comment ont-ils fait leurs choix ? Ont-ils sacrifié les premiers romans, les plus fragiles, et qui ont moins de poids pour « protester » ? [...] Au Seuil, nous n'avons pas attendu la pandémie pour réduire notre production, et l'année 2020 verra, naturellement, le nombre de nouveautés baisser encore... Cela dit, je m'interroge quand je lis ou j'entends que la priorité doit être donnée à la rentrée aux auteurs qui vendent. Je rappelle que nous n'avons pas besoin d'aggraver le risque de best-sellerisation du marché et que nous devons préserver la grande diversité de l'offre éditoriale⁷⁸.

Les grands perdants de ces stratégies de resserrement étaient évidemment les auteurs les moins en vue, sacrifiés au nom de la rentabilité. Le SNE avait certes recommandé aux éditeurs, comme l'expliquait Vincent Montagne, de s'acquitter sans délai des à-valoir en cas de report de parution, mais cela ne suffirait guère à combler les pertes immédiates. Sans compter que des livres aux ventes trop incertaines se trouveraient annulés pour cause de crise, auquel cas les droits

seraient rendus aux auteurs priés de repartir avec leur manuscrit sous le bras⁷⁹. La situation n'était pas plus réjouissante pour les éditeurs indépendants. La baisse de production qui aurait pu leur laisser mécaniquement plus de perspectives allait se reconvertir en une autre forme de saturation, chaque titre à fort potentiel occupant proportionnellement plus de place en magasin. Pour ce qui est des libraires en revanche, qui avaient beaucoup souffert, il était difficile de ne pas voir dans ces produits d'appel une opportunité, quand bien même leurs préférences n'allaient pas spontanément vers ces livres-là. Face aux accusations de mercantilisme, les éditeurs avaient d'ailleurs su trouver les mots, une fois encore, pour justifier le recentrage stratégique sur les valeurs sûres : ces efforts n'avaient d'autre but que de faire revenir en nombre les lecteurs en librairie⁸⁰.

À côté des grands noms, l'autre domaine que les éditeurs s'étaient mis à conquérir était le coronavirus en personne. Le 9 avril, un article du *New York Times* retraçait déjà l'histoire du livre que l'on serait tenté d'identifier comme le patient zéro de l'édition Covid-19⁸¹ : *Nel Contagio* de Paolo Giordano, publié le 26 mars chez Einaudi, carnet relativement inégal dans lequel l'écrivain rassemblait des considérations sur l'épidémie, et que ses éditeurs s'étaient empressés de présenter comme « l'essai qui a permis de changer

le débat sur la Covid-19 ». Premier arrivé, le texte était en effet traduit en une vingtaine de langues, dans de prestigieuses enseignes comme Bloomsbury aux États-Unis (*How Contagion Works*) et Le Seuil en France (*Contagions*), lequel avait opté pour la gratuité numérique en attendant une édition imprimée à la fin du mois de mai. Ce livre apportait la preuve que la machine éditoriale ne s'était pas vraiment arrêtée sous le confinement et, surtout, qu'elle avait su orchestrer une campagne internationale ambitieuse.

Pour être en phase avec l'esprit du temps, les éditeurs avaient l'embarras du choix⁸². Au rayon littérature, il y avait les romans dystopiques devenus « réalité », comme ce *Lockdown* de l'Écossais Peter May, publié le 30 avril sous le jeune label anglais Riverrun (Quercus), dont la campagne promotionnelle vantait le caractère visionnaire : le manuscrit avait été refusé quinze ans plus tôt parce qu'il avait été jugé invraisemblable⁸³. Au rayon essais, les ouvrages destinés à éclairer les facettes économiques, sociales, médicales et artistiques de la crise, ou à réfléchir à ses lendemains. Les éditions de l'Observatoire avaient ainsi lancé sous le confinement la collection « Et après ? », petits livres numériques d'une dizaine de pages, vendus à moins de deux euros, qui soulevaient les grandes questions de l'époque dans un esprit proche des « Tracts » de Gallimard. La brièveté, qui ne trahissait pas forcément des livres bâclés, s'expliquait par la sidération

dans laquelle les textes avaient été écrits, en état d'urgence et de choc.

Ces livres venaient en quelque sorte prolonger les réflexions qui se donnaient à lire dans les colonnes de la presse, sous la forme d'entretiens, de tribunes, de cartes blanches, et des fameux journaux de confinement qui, en transportant la littérature vers d'autres supports, avaient tant fait polémique – notamment les notes de Leïla Slimani dans *Le Monde*, dont Johan Faerber avait fustigé « l'indécence » : le journal d'une « bourgeoisie qui se rêve écrivain », qui « n'exhibe que sa folie de classe à l'heure où les gens meurent, les ouvriers partent travailler au péril de leur vie », et démontrant que « le loisir du confinement, l'ennui dans le confinement, le confinement est, hélas, tout aussi terrible qu'il soit, un privilège de classe⁸⁴ ». On avait rarement observé une telle complémentarité de la presse et de l'édition, pour ne pas dire d'interdépendance : fin juin, on trouvait ainsi chez Fayard, en coédition avec *Le Figaro*, le recueil d'une vingtaine de tribunes et entretiens parus pendant le confinement (*Rester vivants, qu'est-ce qu'une civilisation après le coronavirus?*, mêlant Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut ou encore Michel Onfray), à côté de quatre essais de Jacques Attali (*L'Économie de la vie*), Frédéric Lenoir (*Vivre! dans un monde imprévisible*), Philippe de Villiers (*Les Gaulois réfractaires demandent des comptes au Nouveau Monde*) et Hubert Védrine (*Et après?*).

Les essais ayant pour thème la pandémie couvraient ainsi tout le spectre des intentions, des plus téléphonés (*Ce virus qui rend fou*, de Bernard-Henri Lévy, sorti le 10 juin chez Grasset et disponible en traduction aux États-Unis et en Italie⁸⁵) aux plus accidentels (*Les Sentinelles des pandémies*, Frédéric Keck, sur les chasseurs de virus en Chine, le 6 juin chez Zones sensibles, conçu bien avant l'épidémie et retardé en raison de celle-ci). Parmi eux apparaissaient les visages du Covid-19, à l'image du professeur Didier Raoult dont l'essai, *Épidémies : vrais dangers et fausses alertes* (Michel Lafon), figurait en tête des ventes – ou plus exactement : en tête du nombre d'exemplaires mis en place – à la réouverture des librairies.

Encore n'était-ce là que la face émergée de l'iceberg. En plus des livres directement axés sur la crise du Covid-19, il fallait tenir compte des efforts de traduction réalisés dans d'autres catégories éditoriales pour coller à l'esprit du temps. Au rayon management, les éditions canadiennes Nimbus Publishing, par exemple, étaient parvenues à programmer un *Don't Panic! How to Manage your Finances (and Financial Anxieties) During and After Coronavirus* de Christine Ibbotson au mois d'avril. Au rayon cuisine, le chef starisé Cyril Lignac avait réalisé en confinement un très à-propos *Fait maison*, sorti en juin aux éditions La Martinière (avec un deuxième tome prévu à la rentrée). Mais ce projet éditorial était loin d'être unique

en son genre, d'autres chefs et d'autres éditeurs ayant fait du mot « maison » leur cheval de bataille⁸⁶.

L'heure était au domestique, au changement (du monde et de soi), et aucun domaine de l'édition ne semblait pouvoir y échapper. Sur le fond, il n'y avait rien de surprenant à ce boom des livres « Covid » : le confinement n'avait pas rendu les éditeurs plus opportunistes que d'habitude. Même la rapidité avec laquelle certains livres avaient été produits était totalement conforme à l'économie des livres d'actualité, qui n'ont de durée que celle des événements auxquels ils se rattachent. Si le marché avait enregistré une baisse avérée des parutions, de l'ordre de 35,7 % entre le 11 mai et le 14 juin⁸⁷, l'avalanche de coups éditoriaux chez les grands éditeurs contrastait avec leurs déclarations pleines de sagesse. La décroissance avait-elle été autre chose qu'une réduction des risques au strict minimum ? Les reports avaient-ils pour but de faire de la place à des livres conçus dans l'urgence ? À n'en pas douter, c'était à l'occasion de la rentrée littéraire d'automne que viendrait le moment de vérité.

CHAPITRE SEPT

L'AUTEUR AUX CONFINS DU SYSTÈME

Bien que le confinement ait été d'une gravité extrême et parfois fatale aux éditeurs et aux libraires, et entre eux à la diffusion-distribution, l'impuissance à laquelle les auteurs ont été réduits atteignait un niveau plus critique encore.

La situation des médiateurs de la chaîne avait beau être lourde d'incertitudes, deux facteurs avaient de quoi rassurer partiellement ces acteurs. Le premier était lié aux mécanismes de compensation annoncés et parfois immédiatement mis en place. Dispositifs imparfaits, mais qui avaient le mérite d'exister : recours au chômage partiel, aides de l'État, soutien interprofessionnel (de certains éditeurs au profit des libraires), solidarité des lecteurs (financement participatif, dons, bons d'achat). Le second tenait au fait que des acteurs, en particulier les éditeurs, avaient prise sur la situation. Les jeux de programmation évoqués au chapitre précédent étaient la stratégie la plus visible, mais elle n'épuisait pas tous les moyens de s'en sortir. D'un

côté, on pouvait s'attendre à une revalorisation des acquis, orientée à moyen terme sur la mise en valeur du fonds en librairie ou sur les cessions de droits s'ils trouvaient des acquéreurs. De l'autre, à une réduction des coûts engagés dans la vie d'un livre : conception (baisse du nombre de relectures, choix d'illustrations de couverture à bon marché), fabrication (impression à bas prix, abandon des caractéristiques, matières et finitions coûteuses), promotion (rationalisation des services de presse, participation minimale ou renoncement aux foires et salons). Une tendance générale aux économies qui prendrait potentiellement appui sur une diminution de la rémunération des prestataires, voire sur le licenciement d'une part des effectifs. Une inflation du prix des livres n'était pas à exclure, mais elle ne pourrait s'effectuer que dans des proportions raisonnables en raison des représentations associées au livre par les consommateurs.

La compétition serait d'autant plus féroce que l'on ne pourrait sans doute pas compter sur une hausse significative des ventes. Le marché éditorial étant par définition relativement stable, le dynamisme des uns et des autres se jouerait manifestement les uns *contre* les autres, soit aux dépens des éditeurs les moins armés et des libraires exposés, comme jamais, aux tactiques de la saturation commerciale.

Il y avait deux types de professionnels dont le sort était à la merci des maisons d'édition. D'une part, les techniciens du monde du livre : correcteurs, graphistes, attachés de presse en *freelance* dont les revenus varient en fonction des missions qui leur sont confiées. Il faudrait idéalement ajouter à ces métiers celui d'éditeur qui, pour des raisons évidentes de flexibilité entrepreneuriale, s'exerce parfois sous le statut de travailleur indépendant, projet par projet. D'autre part, et cela posait des questions majeures sur le sens même de la chaîne du livre : l'auteur. Auteurs qui, à la différence des médiateurs cités plus haut, devraient lutter âprement dans certains cas pour faire entendre leur voix. Sauf à « écrire un best-seller », ce qui en soi ne se décide pas, ils n'avaient aucun moyen de prendre leur destin en main, ne pouvant adapter leur activité aux circonstances. Or les difficultés que rencontraient les auteurs avec les éditeurs se rejetaient en d'autres termes avec les pouvoirs publics. Là où les travailleurs de la librairie et de l'édition n'auraient pas trop de mal à faire valoir leurs droits dans le cadre des mesures de sauvetage de la chaîne du livre, bon nombre d'auteurs peineraient à bénéficier des dispositifs de compensation en raison du flou régnant sur leur statut : à partir de quel moment un auteur peut-il être considéré comme un auteur ?

Les auteurs ayant un projet d'édition en 2020 faisaient face à des situations éminemment contrastées.

Il y avait ceux qui avaient eu la malchance d'être publiés à la veille du confinement, en mars, et dont les exemplaires avaient été immobilisés en librairie au bout de quelques jours ; ceux dont le livre à paraître fin mars ou en avril se trouvait encore chez le distributeur ou chez l'imprimeur ; enfin, les auteurs programmés au cours des mois suivants, dont les livres n'existaient pas encore, et dont on ne savait s'ils seraient maintenus, reportés, ou allaient faire l'objet d'une annulation. Il ne fallait pas négliger l'impact psychologique de cette indétermination sur des auteurs dont il pouvait s'agir d'un premier livre, d'un livre hautement symbolique, parfois attendu de longue date. Le déficit financier était plus criant encore, en raison des conséquences dramatiques du confinement sur les rentrées des auteurs professionnels. Ces pertes dépassaient de loin les droits perçus sur les ventes qui sont loin de constituer leur unique et principale source de revenus. La fermeture des librairies et l'annulation des foires et salons n'étaient pas les seules causes de leur détresse. C'est tout le confinement qui affectait leurs revenus connexes, provenant d'un faisceau d'activités : rencontres et conférences rémunérées, interventions dans les écoles, ateliers d'écriture, commandes de textes à l'occasion de dossiers spéciaux, expositions ou événements qui avaient eux aussi été mis entre parenthèses, *etc.* Les auteurs devraient en outre vivre dans l'insécurité pendant près d'un an, puisque le relevé et

le versement des droits de l'année en cours ne leur parviendraient en principe, comme le veut l'usage, qu'au deuxième trimestre 2021.

Par un hasard de calendrier, le débat sur la condition socio-économique des auteurs s'est effectuée dans un climat déjà orageux en France. L'entrée en confinement est en effet intervenue quelques semaines après la remise, par l'ancien président de la Bibliothèque nationale de France, Bruno Racine, d'un rapport attendu de longue date par la profession : *L'Auteur et l'acte de création*⁸⁸. La parution de ce rapport, que les grands éditeurs français auraient préféré voir disparaître avec le confinement, avait constitué l'événement décisif du début de l'année, et sans doute aussi le plus clivant.

Tout un volet du rapport Racine portait sur la définition du statut des artistes-auteurs, en lien étroit avec leurs cotisations à l'assurance vieillesse – laquelle avait fait l'objet d'une gestion chaotique de la part de l'Agessa – et avec les activités autorisées sous ce statut (par exemple, l'activité de directeur de collection). Ce volet ne prêtait pas à discussion au sein de l'interprofession. Les éditeurs avaient surtout réagi au fait que le rapport Racine, en prenant à bras-le-corps le « partage de la valeur », semblait s'immiscer dans les contrats passés entre les auteurs et les éditeurs. Sa dixième recommandation en appelait en effet à

poser avant fin 2021 : *a*) un taux de référence pour la rémunération proportionnelle des auteurs, par secteur ; *b*) des règles de transparence relatives à l'exploitation des œuvres par les éditeurs, à commencer par le suivi des ventes ; *c*) l'établissement dans le code de la propriété intellectuelle d'un « contrat de commande », rémunération en droits d'auteur tenant compte du temps de création ; *d*) la diffusion de bonnes pratiques professionnelles entre les artistes-auteurs et l'aval de la filière, qui puisse encourager la diversité dans la création. À l'échelle collective, il était souhaité que des élections professionnelles soient réalisées dans les différents secteurs de la création, afin que les artistes-auteurs disposent d'instances représentatives adaptées au contexte, et soient mieux encadrés en cas de litiges (en particulier avec les éditeurs). Ce point soulevait des questions institutionnelles délicates au vu du nombre d'associations professionnelles en présence.

Les recommandations formulées dans ce rapport avaient donné aux auteurs le sentiment d'être entendus. Il s'était créé parmi eux une rare unanimité, comme en attestait la tribune parue le 13 février dans *Le Monde*, portée par 3 548 créateurs. On y retrouvait de grandes figures telles que Pénélope Bagieu, Cécile Coulon, Pierre Lemaitre, Marc Levy, Marie-Aude Murail, Claude Ponti, Joann Sfar, Bernard Werber ou Alice Zeniter, ce qui empêchait de rabattre les arguments exprimés sur une pensée de recalés et de déçus,

dont les échecs répétés auraient nourri un état d'esprit antisystème :

Un rapport aussi précis sur les plans juridique, fiscal, social et administratif met en exergue nos droits bafoués, la faiblesse de nos rémunérations, le manque de régulation de l'État, l'absence de statut clair. Il dévoile également un immense scandale : l'AGESSA (Association de Gestion de la Sécurité Sociale des Auteurs) était en infraction du code de la sécurité sociale depuis 1975. Bien qu'ayant travaillé, combien des 190000 artistes-auteurs se retrouvent aujourd'hui privés de droits à la retraite à cause des dysfonctionnements du pilotage de cet organisme et l'inaction de l'État durant des décennies? [...]

Artistes-auteurs de tous les secteurs de la création française, nous soutenons ce rapport novateur et ses mesures essentielles. Pour une rémunération plus juste, pour la reconnaissance du travail créatif, pour un statut professionnel, pour l'amélioration de nos droits sociaux, pour le nouveau cadre d'un dialogue social sous l'égide de l'État, pour que les artistes-auteurs ne soient plus les grands oubliés de l'exception culturelle française⁸⁹.

La mobilisation générale était motivée par la défense du rapport Racine, en réaction au fait que

« des représentants du Syndicat national de l'Édition [s'étaient] opposés avec ardeur à sa mise en application⁹⁰ ». Le président du SNE, Vincent Montagne, jugeait « impossible » de rémunérer tous les auteurs à un minimum de 10 % sur le prix de vente d'un livre (« Ce n'est pas possible pour tous et ils le savent. C'est l'économie de notre système [...] qui fait que tous les auteurs ne sont pas rémunérés au même niveau. Et tous les auteurs qui percent sont payés au-delà de 10 % du prix public »), regrettant que le rapport ne tienne pas suffisamment compte de la réalité de la filière⁹¹. Antoine Gallimard, de son côté, s'indignait de l'expression « acteurs de l'aval » pour désigner les éditeurs dans ce rapport (« une dénomination dégradante, faisant abstraction de la substance des talents, de la réalité économique et humaine des métiers. Nous n'existons pas, sinon sous le mauvais masque des mauvais payeurs ou des profiteurs⁹² »). Il faut reconnaître que le rapport Racine avait entrepris à ce niveau un virage conceptuel, puisque l'amont et l'aval se situent généralement de part et d'autre, en gros, du distributeur. Gallimard condamnait par ailleurs, assez sévèrement, les liens établis par Bruno Racine entre la paupérisation des auteurs et la « surproduction ». Le rapport établissait que la baisse des coûts de production, y compris la rémunération des auteurs, constituait un incitant pour les éditeurs à publier plus; aussi, il en appelait ces mêmes éditeurs à « faire preuve d'une

capacité collective d'auto-régulation⁹³ », considérant que leur action réduisait les revenus de manière à la fois directe (par souci d'économie) et systémique (en réduisant mécaniquement, par le nombre, la durée de vie des livres en librairie). « Nous ne nous résignons jamais à une société qui choisit de publier moins pour lire moins », avait répondu Gallimard à quelques semaines du confinement. Tous les éditeurs ne partageaient cependant pas le point de vue du SNE : le Syndicat des Éditeurs Alternatifs (SEA) – militant depuis plusieurs années en faveur d'un statut pour les artistes-auteurs, défenseur du droit d'auteur à 10 %, et à l'origine d'un modèle de contrat d'édition équitable en 2017 – s'était déclaré solidaire des auteurs et en accord avec les recommandations du rapport Racine⁹⁴.

Aux contingences de la période préexistait donc, pour les auteurs, un tissu serré d'enjeux qui nécessiterait concertation et négociation entre les associations professionnelles. La publication du rapport Racine avait apporté son lot de révélations. Le confinement contribuerait encore un peu plus à exacerber les positions et à faire tomber les masques. Avant celui-ci, le 18 février, le ministre de la Culture Franck Riester avait fait siennes une partie des recommandations du rapport Racine⁹⁵. Un collectif de douze associations d'auteurs⁹⁶ avait aussitôt fait part de sa « forte déception »

face aux tièdes solutions de réparation des torts de l'Agessa. De même, dans un souci de rééquilibrage des forces, ces associations déploraient un manque de vision pour tout ce qui touchait à la représentation des auteurs (diversité institutionnelle au sein du Conseil des artistes-auteurs ou du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique). La Scam, plus enthousiaste, annonçait vouloir suivre avec attention ce qui avait trait au partage de la valeur, à la rémunération des auteurs, et à l'élaboration d'un contrat de commande⁹⁷. Quant à la Société des Gens de Lettres, elle se réjouissait de la plupart des annonces auxquelles elle proposait des amendements⁹⁸. On y regrettait par contre que le champ de compétence du Médiateur du Livre (limité à l'application du prix unique du livre et aux différends relatifs à l'activité éditoriale) ne soit pas étendu aux litiges entre auteurs et éditeurs.

De même qu'on assistait chez les éditeurs à des tensions entre instances professionnelles et collectifs constitués avant ou pendant le confinement, le statut de l'auteur apparaissait comme une matière conflictuelle. Entre auteurs et éditeurs tout d'abord, puisque le SNE s'était posé en un fervent opposant du rapport Racine. Entre éditeurs ensuite, on l'a dit, toutes les associations ne partageant pas l'avis du SNE, à l'image du Syndicat des éditeurs alternatifs⁹⁹. Entre auteurs enfin, dans l'affrontement de la Société des Gens des Lettres et de la jeune Ligue des Auteurs professionnels,

émanation en bonne partie de la Charte des Auteurs jeunesse et des États Généraux de la Bande Dessinée, soutenue tout au long du confinement par le site *ActuaLitté*. La Ligue, connue pour ses méthodes combatives et ses positions tranchées si on les compare à la diplomatie des instances historiques, avait beaucoup contribué à faire avancer le débat. Le 23 mai, une déclaration de Joann Sfar (« On n'arrête pas l'éco », France Inter), membre de la Ligue, à l'encontre de la SGDL accusée de ne pas toujours redistribuer l'argent qu'elle perçoit aux auteurs, avait bien failli tourner en procès pour diffamation¹⁰⁰. Un mois plus tard, c'est entre la Ligue et le SNE que des dissensions étaient apparues, après que des extraits d'une assemblée générale du second (brièvement diffusée en vidéo par celui-ci) avaient été rediffusés par la première. Des propos que l'association, par la voix de sa présidente Samantha Bailly, commentait ainsi :

La stratégie donnée par le SNE est très claire : le refus catégorique de voir apparaître une forme de démocratie sociale pour les auteurs et autrices. De façon franche, le président du Syndicat national de l'édition révèle la volonté de privilégier le Conseil Permanent des Écrivains comme interlocuteur du dialogue social, jugé plus « raisonnable ». Il s'oppose également à une représentation des auteurs et autrices trop « syndiquée et colorée », même si celle-ci devait être choisie par

la voie des urnes, par les auteurs et autrices eux-mêmes. Enfin, il est question de manipuler le dialogue social en élaborant une stratégie visant à « montrer des avancées » pour que « ne serait-ce que les votes dans la nouvelle organisation des auteurs soient en faveur de la SGDL et du CPE ».

Cette intervention du SNE montre également le déni complet de l'indignation vécue par les auteurs et autrices. Ces derniers seraient forcés à rejoindre un mouvement de contestation qui ne serait pas de leur propre volonté : « Tous les auteurs viennent voir leurs éditeurs en disant en gros c'est pas vous, on est plutôt obligé de suivre, on l'a vu à Angoulême où les auteurs les plus sympathiques ont levé le crayon parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. »¹⁰¹

Ainsi, les revendications des auteurs se heurtaient à de multiples opposants. Certains venus de l'intérieur, les éditeurs, qui tenaient à défendre leurs marges. D'autres de l'extérieur, les nouveaux acteurs de l'auto-publication en ligne, qui garantissaient des marges supérieures, mais en échange de l'anonymat dans la toute grande majorité des cas. Par-delà ces oppositions, ces débats mettaient en présence deux problématiques qu'il y avait tout lieu de distinguer : *a)* le respect du droit d'auteur et des droits de l'auteur (autrement dit, un principe de juste rémunération) ; *b)* le droit de vivre

de sa plume. Or il y avait dans les débats une confusion fréquente. S'agissant de la première question, on pouvait espérer que les négociations iraient dans le sens d'une amélioration, de la juste mesure. Le droit de vivre de sa plume en revanche, étendu à tous les prétendants, était tout sauf un droit, en dépit de l'obligation quasi technique qu'elle représente dans certains secteurs comme la bande dessinée. C'était au mieux une hypothèse, pour ne pas dire une chance. Le faire croire au plus grand nombre était aussi déloyal que de faire miroiter à un auteur, dans un contrat, des droits qui ne lui seraient jamais versés.

Face à des acteurs comme Amazon, avec sa plateforme Auteurs, qui axaient leur stratégie sur la promesse de devenir un auteur à succès, les acteurs et les instances de la chaîne du livre avaient à nouveau une carte éthique à jouer. Quitte, pour les uns, à ne pas sacrifier des auteurs sur l'autel de la publication à tout prix. Quitte, pour les autres, à reconnaître sans ambages que le statut d'auteur professionnel n'est pas la règle mais l'exception.

CHAPITRE HUIT

LA LIBRAIRIE EN QUÊTE D'IDENTITÉ NUMÉRIQUE

Alors que les États-Unis s'apprêtaient à sortir de longues semaines de *lockdown*, à l'heure où le meurtre de George Floyd, le 25 mai, avait ravivé le spectre des violences racistes et fait entrer le continent dans une crise encore plus profonde que celle du coronavirus, une couverture du *New Yorker*, du 9 juin 2008, avait refait surface sur les réseaux sociaux. Sa résurgence était tout sauf un hasard. Illustrée par Adrian Tomine, cette couverture était d'une actualité telle que l'on aurait pu la croire issue du confinement.

L'image représentait deux façades new-yorkaises typiques, mitoyennes, cadrées à hauteur de rez-de-chaussée. À gauche, une femme venait d'ouvrir la porte à un livreur. Celui-ci lui tendait un colis affublé des principaux marqueurs visuels de la société Amazon. À droite, un homme venait d'introduire la clé dans la serrure de sa boutique, dont le fronton

portait l'inscription « Books ». Tandis que la posture et l'expression du livreur étaient figées, comme s'il s'était agi d'un automate étranger au monde, les regards de l'homme et de la femme s'étaient croisés en pleine action. Elle, prise sur le fait, vraisemblablement mal à l'aise, un peu honteuse de la situation (la livraison comportait assurément des livres) ; lui, témoin et acteur involontaire de la scène, à deux doigts de saisir la poignée de sa porte, et sans doute aussi gêné que sa voisine – on ne voyait pas son visage.

L'interprétation spontanée de cette image, accablante pour la lectrice, consistait à faire porter la responsabilité de la situation sur un comportement d'achat. Rien de tout cela ne se serait produit si la lectrice n'avait pas succombé aux sirènes de la vente en ligne. Ce qui mettait évidemment sur la voie de cette interprétation était la contiguïté des parties en présence, conférant à cet épisode sa dimension absurde. Or la fable, comme toute fable, avait ses limites. Adrian Tomine avait conçu une allégorie surpuissante de la *proximité* – trait emblématique, avec le *conseil*, de la librairie indépendante. La scène délaissait le réalisme ordinaire, la variété des cas de figure : ceux des lecteurs dont la maison ne jouxterait pas une librairie et, à travers eux, la liste des arguments capables de jouer en faveur du commerce en ligne. La lectrice de Tomine, elle, était prise au piège d'une géographie imaginaire, tout achat de livres effectué ailleurs que

dans la librairie adjacente étant doublement illogique et répréhensible.

Une interprétation plus convaincante, qui nécessitait de ne pas prendre cette image à la lettre, consistait à ne pas y voir la condamnation d'un geste absurde, mais bien l'illustration *par l'absurde* d'un phénomène. Le malaise des parties en présence pouvait dès lors être vu comme le symptôme d'une tendance générale : les transformations au long cours de la société marchande, déjà perceptibles en 2008 aux États-Unis comme en Europe. Transformations qui ont entraîné la croissance ininterrompue de la vente en ligne et qui n'ont évidemment pas épargné le livre. Dans cet horizon élargi, le lecteur et le libraire avaient tous deux un rôle à jouer, mais davantage au sein d'un pacte à sceller qu'au procès de l'un d'entre eux.

S'il est utile de prendre pour point de départ une scène confrontant un libraire à Amazon, c'est parce que cette opposition a été le moteur de tous les échanges sur l'avenir du commerce de livres au début du siècle. L'hypothèse de la vente en ligne par des libraires indépendants, de même que la question de leur identité numérique, remontait à une quinzaine d'années en France. Elle s'était nommément construite en réaction à l'essor d'Amazon, au risque de passer pour une stratégie de survie et non comme un choix délibéré. Ainsi, le développement actif de la librairie indépendante en

ligne a été bien souvent occulté par la frénésie du discours anti-Amazon, qui a pris le relais des oppositions aux chaînes culturelles et aux grandes surfaces du dernier quart du xx^e siècle. Comme toutes les formes d'indignation, ce discours de mécontentement propice au fatalisme a paradoxalement favorisé l'inertie du secteur, avant de perdre une part de sa vigueur critique à mesure qu'il s'imposait en un nouvel hymne, en une nouvelle antienne de la profession. Les éditeurs eux-mêmes, pour des raisons plus ou moins louables, avaient bien incorporé la nécessité de se rallier à la cause des libraires, mais de manière ambivalente à nouveau : défendre la librairie indépendante, oui ; fustiger la politique d'Amazon, oui ; néanmoins, rares sont ceux qui avaient cherché à se désolidariser de cet acteur.

En 2020, Amazon figurait parmi les débouchés réguliers du secteur éditorial et rien ne semblait pouvoir s'y opposer. Le fatalisme des libraires, pour sa part, ne parlait pas de rien. Il y avait bien entendu la domination hégémonique d'Amazon, face à laquelle on pouvait légitimement penser que rien ne pourrait être tenté. Ce sentiment d'impuissance était d'autant plus prégnant que le monde du livre ne parlait en faveur que d'un seul produit pris dans la multitude de produits commercialisés par Amazon. Il y avait ensuite la crainte de se trahir. Cette inquiétude était aussi vieille que le débat sur la vente en ligne. Sur ce

point, tout avait été dit. Par exemple en 2010, dans le *Vade-mecum à l'usage des libraires* publié par l'association ALIRE et le SLF. En tant qu'archive, la brochure attestait, d'un côté, de la méfiance ininterrompue de certains libraires à l'égard du numérique. Mais elle nous rappelait aussi, de l'autre, que les structures commerciales de l'édition numérique étaient récentes à l'échelle de l'histoire technologique du secteur. Il n'y avait pas lieu de jeter la pierre au libraire après l'avoir ramassée aux pieds du lecteur.

La librairie numérique ne doit pas être pensée en opposition avec la librairie « physique ». Elle ne favorise pas la disparition du livre papier, mais constitue une autre manière d'envisager la promotion et la vente des livres imprimés, une autre manière de construire la relation au lecteur tout comme la possibilité de vendre également d'autres sortes de livres : des livres audio ou des eBooks¹⁰² !

Le vade-mecum de 2010 mettait en lumière un autre facteur de désarroi des libraires, à savoir les difficultés liées à la mise en œuvre d'un dispositif de vente en ligne. L'attentisme n'était pas qu'affaire de représentations. Des barrières pratiques, plus ou moins franchissables en fonction du profil des libraires, constituaient un autre frein :

Pourquoi ce terme de « numérique » questionne-t-il tant les libraires? Tout d'abord, [...] parce que les solutions intermédiaires techniques, commerciales et juridiques proposées aujourd'hui au libraire pour vendre sur un site internet lui semblent – souvent avec raison – contraignantes, ou en contradiction avec son métier de libraire prescripteur, peu rémunératrices et préjudiciables. Mais aussi, parce que le numérique lui apparaît comme une réorganisation complète de son métier, en plus des compétences traditionnelles liées à cette activité, et une surcharge de travail et de coût dans un modèle économique encore embryonnaire, dont il perçoit mal les perspectives de marché à court et moyen termes. De fait, à l'échelle de son chiffre d'affaires, il considère le numérique comme un investissement trop important dont la rentabilité, même à long terme, est indéterminable, l'obligeant même à régulièrement réinvestir dans la mise à niveau permanente de ses outils de vente en ligne, *etc.*¹⁰³.

Au vu de ce qui précède, on comprend que la conversion au numérique ait suscité maintes réticences chez les libraires. Sauf à avoir les reins solides et une puissante force de frappe commerciale, la vente en ligne apparaissait comme un pari impossible face à la zone de chalandise illimitée d'Amazon. Comment des librairies à vocation locale auraient-elles pu rivaliser

avec un acteur s'adressant à tous les foyers, voire avec des chaînes comme la Fnac, dont une seule boutique en ligne coiffait des magasins disséminés sur tout le territoire? C'était précisément là que se trouverait peut-être la solution. Irréaliste à l'échelle individuelle, l'identité numérique de la librairie indépendante allait se développer au carrefour du singulier et du collectif, au sein de projets placés sous le signe de la mutualisation et d'une collaboration du privé et des pouvoirs publics. Ainsi était né, en 2011, le portail 1001Libraires, conçu comme la réponse la plus ambitieuse des libraires français à Amazon. Mais le projet avait viré au cauchemar, fermant ses portes au bout de quelques mois¹⁰⁴. L'expérience calamiteuse avait été traumatisante pour le secteur, dont les espoirs auraient pu s'évanouir pour de bon.

Or d'autres plateformes avaient vu le jour, que ce soit au niveau national (leslibraires.fr, Place des Libraires, Lalibrairie.com, Initiales, Les libraires ensemble), au niveau régional (Librairies indépendantes en Nouvelle-Aquitaine, Paris Librairies, Librest ou encore Librairies du Sud) ou à l'intérieur de réseaux spécialisés (Librairies sorcières, Canal BD, Librairies Mieux-Être & Spiritualité). Le SLF lui-même avait mis sur pied un méta-portail qui agrégeait ces rassemblements : librairiesindependantes.com. Mais le spectre de 1001Libraires planait encore sur ces projets. Par excès de prudence, pour des raisons stratégiques ou faute de

moyens, ces portails ne constituaient qu'une réponse imparfaite à Amazon : la vente à distance n'y était pas la norme, et les fonctionnalités se limitaient bien souvent à de la géolocalisation-réservation, pour retrait ultérieur en magasin. La question des frais de port n'y était sans doute pas pour rien, les coûts d'envoi à charge du client tenant du rédhibitoire face à l'écrasement improbable des tarifs pratiqués par Amazon. En Belgique, où le portail Librel avait pris son envol, les contraintes se montraient encore plus fortes pour le lecteur puisque la vente portait exclusivement sur le livre numérique. À la veille du confinement, ces portails pâtissaient en outre de carences en matière de référencement et de promotion auprès du public, bref d'un problème d'image. Ils n'en étaient pas moins un premier signe encourageant de la riposte.

Pour en revenir à Amazon, le rôle qu'il a joué pendant le confinement a été marqué par des contours à géométrie variable, en particulier en France. Dans un premier temps, Amazon a imposé une concurrence plus forte que d'ordinaire à la librairie, certains lecteurs ayant vu dans cet acteur un partenaire ultime de confinement. Nombreux sont ceux qui ont pensé que le commerce en ligne résisterait à la crise, *a fortiori* une multinationale que la logistique et les principes drastiques de management semblaient rendre insubmersible. Qui aurait pu prédire en effet qu'Amazon serait

victime de son succès ? C'est pourtant ce qui s'est produit à la mi-mars avec pour conséquence, annoncée par l'entreprise, le recentrage sur les produits dits prioritaires, à l'exclusion du livre. Des mesures exceptionnelles qui ont eu pour effet d'allonger les délais de livraison de ce dernier et de laisser respirer la librairie traditionnelle.

Alors que tout portait à se réjouir de ce rééquilibrage des forces, une dépêche parue le 18 mars dans *Livres Hebdo* jouait de manière un peu lourde le débat sur le caractère essentiel du livre, insistant sur l'expression « de priorité inférieure » et s'inquiétant au fond que même Amazon ne reconnaisse pas au livre le statut de première nécessité¹⁰⁵. L'accent était mis, par ailleurs, sur la perte financière occasionnée pour les éditeurs, sans un mot sur l'opportunité que ce désengagement provisoire d'Amazon représentait en réalité pour les libraires.

Les conditions de travail imposées par Amazon n'ont pas tardé à faire le tour de la presse internationale. Amazon était « sur les genoux », selon un reportage du *New York Times Magazine*, et faisait un « *Big Breakdown* »¹⁰⁶. Face à la demande, l'entreprise multipliait les recrutements, apparemment sans parvenir à assurer la protection de ses salariés. Or c'est ce non-respect des mesures de sécurité qui allait servir de levier au coup de tonnerre bientôt observé en France. Saisi en référé par l'Union syndicale Solidaires, qui

réclamait la fermeture des entrepôts français d'Amazon, le Tribunal de Nanterre a contraint la société, le 14 avril, à ne plus vendre que des produits alimentaires, médicaux et d'hygiène, sous peine d'une astreinte d'un million d'euros par jour de retard et infraction constatée. Une ordonnance confirmée le 24 avril par la Cour d'appel de Versailles, élargissant la liste des produits autorisés (high-tech, informatique, bureau, produits pour les animaux, santé et soins du corps, épicerie et boissons, entretien) et réduisant l'astreinte quotidienne à 100 000 euros¹⁰⁷. Si les interdictions entérinaient bien des orientations prises par Amazon France, le risque d'infraction sanitaire et commerciale était tel, selon son directeur Frédéric Duval, qu'il fallait jeter l'éponge.

Amazon France a progressivement rouvert ses entrepôts le 19 mai. Pendant un mois, le géant du commerce en ligne s'était fait plus discret, mais en laissant les clés aux vendeurs tiers du programme Marketplace, hors procédure. Pendant un mois, bien que n'ayant pu en profiter, les libraires ont refait l'expérience d'un monde sans Amazon. Aux libraires comme aux éditeurs, comme à tant d'autres secteurs de la vie sociale, domestique ou professionnelle, les déplacements opérés sous le confinement avaient laissé entrevoir la possibilité d'un autre monde, son image artificielle fût-elle promise à une disparition

rapide. Dans ce contexte, l'intervention de la Justice pour encadrer les conduites d'Amazon semblait avoir ressuscité une croyance perdue : l'idée que les États puissent influencer sur le cours des choses, prendre le dessus sur les acteurs internationaux du numérique. Une tribune d'Alexis Weigel (47 degrés Nord, Mulhouse) parue le 13 mai dans *Libération* posait de manière limpide le débat. Le libraire interpellait des pouvoirs publics à nouveau mis face à leurs contradictions :

La librairie est l'antagoniste de la *start-up nation* chère à Emmanuel Macron et aux décisionnaires néolibéraux, érigée sur des valeurs aussi dérisoires que l'éphémère, la cupidité et l'ambition individuelle. On ne peut à la fois se plaindre de la disparition de la librairie au coin de la rue et inaugurer des entrepôts fraîchement fabriqués par Amazon. On ne peut flatter la longue tradition de la culture française tout en désossant les services publics permettant l'écriture d'un récit commun et la promotion de la francophonie, comme lorsque Bruno Le Maire supprimait en septembre 2018 le tarif postal « livres et brochures » qui permettait d'envoyer partout dans le monde des ouvrages à moindres frais, désormais augmenté de 680 % quand Amazon continue de profiter de frais de port préférentiels. [...]

Vous souhaitez sauver les librairies indépendantes? Il ne suffit plus d'appeler les gens à s'y précipiter en période de crise majeure, mais de les soutenir en menant au quotidien une action courageuse et déterminée visant à affaiblir l'ogre qui les dévore. Il n'est plus temps d'appliquer des solutions de courte durée à des problèmes durables, ni de tenir des discours de façade destinés à émoustiller les commentateurs professionnels des plateaux de télévision¹⁰⁸.

On l'aura compris, la librairie indépendante n'était pas prête pour la vente en ligne lors de l'entrée en confinement. Le fût-elle que cette compétence aurait permis de sauver les apparences tout au plus, au vu de la situation chaotique de la distribution. Le confinement n'en avait pas moins joué le rôle de détonateur. Aux États-Unis, tous les regards étaient fixés sur Bookshop. Ce portail de vente en ligne créé en janvier par Andy Hunter, à la tête d'une *small press*, avait connu un essor fulgurant au mois de mars et réussi à fédérer plusieurs centaines de librairies indépendantes¹⁰⁹. En Belgique, Librel annonçait dès le mois d'avril qu'il ne se limiterait plus au seul livre numérique, et évoluerait à terme vers la géolocalisation des références en librairie, puis à la vente en ligne en fonction du choix des libraires. En France, alors que les ventes étaient en nette augmentation sur la plupart des plateformes, le portail Leslibraires.fr avait vu une

trentaine de libraires le rejoindre, et l'on se mettait déjà à parler d'une « nouvelle ère¹¹⁰ ». Si celle-ci advenait, alors il ne resterait plus qu'à convaincre le lecteur d'engager sa responsabilité dans les zones les plus vertueuses de la filière.

CHAPITRE NEUF

LA RELANCE ÉCONOMIQUE DE LA FILIÈRE

Comme on pouvait s'y attendre, le déconfinement faisant suite à la « première vague » du Covid-19 ne s'est pas déroulé de manière synchrone à travers le monde. Alors que des pays tels que la France et la Belgique célébraient au mois de mai la levée progressive des restrictions, le retour aussi incertain que provisoire à l'insouciance s'accordait mal avec la crise sanitaire et sociale frappant les États-Unis, le Brésil, le Mexique, la Grande-Bretagne ou l'Inde. La pandémie avait beau être un phénomène d'ampleur mondiale, le déphasage des vagues de contamination et de leur gestion était autant fonction de paramètres géographiques que du niveau de richesse des Nations et de leurs options stratégiques. Celles-ci détermineraient longtemps encore le recensement des cas et des décès. En l'absence de traitement ou de vaccin, la gestion de la pandémie ferait office de droit de passage, de passeport pour la

mobilité internationale et nationale, comme le montrerait bientôt la cartographie du tourisme estival. Les nécessités économiques et psychologiques faisaient toutefois qu'au printemps, la vie en société reprenait son cours, mais non sans garder à l'esprit les théories expertes et hypothétiques de la deuxième vague, voire de l'éternel retour.

L'entrée en phase de déconfinement a débuté le 11 mai en France, une semaine après la Belgique. Dates d'autant plus difficiles à retenir qu'elles n'ont pas été fêtées en grande pompe, le déconfinement fonctionnant essentiellement par paliers. Celle du 11 mai est toutefois apparue pour certains comme une date symbolique en Belgique et en France, marquée par la réouverture des librairies. À nouveau, l'Italie faisait office de précurseur dans la mesure où les librairies avaient été autorisées à accueillir leurs clients dès le 14 avril, un mois plus tôt que les autres commerces (18 mai), en vertu de la reconnaissance du caractère essentiel du livre¹¹¹. La France et la Belgique ne s'étaient globalement pas embarrassées de ces distinctions, mettant la grande majorité des commerces sur un pied d'égalité, mais en les distinguant des cafés et restaurants. Le temps était aussi à la réouverture des bibliothèques, en dépit de questions sanitaires difficiles à résoudre, comme la gestion des usagers sur site, l'accès aux outils et aux salles de consultation ou

encore le traitement des ouvrages restitués et placés en quarantaine. Le monde du livre n'était pas rétabli pour la cause, les lieux culturels et les événements comme les foires et salons ayant à se soumettre à un calendrier plus strict.

L'activité des libraires n'était que la face émergée de l'iceberg. L'annonce à la mi-avril, par le gouvernement français, d'un plan théorique de déconfinement à partir du 11 mai avait eu pour effet de remettre en branle les acteurs de l'amont de la chaîne. Les éditeurs, bien sûr, mais aussi les imprimeurs et les distributeurs. À titre d'exemple, l'imprimerie Brodard et Taupin, en charge du dernier Guillaume Musso, avait récupéré 70 % de ses capacités le 14 avril afin de servir le retour des commandes, au moment où d'autres annonçaient être à nouveau en pleine possession de leurs moyens¹¹². Du côté de la distribution, MDS (Média-Participations) avait relancé ses activités sur base volontaire le 20 avril, de même que Sodis (Gallimard), Union Distribution (Flammarion) ou Interforum (Editis)¹¹³. L'heure n'était pas aux offices, puisque les librairies tourneraient jusqu'à la fin mai sans nouveautés, mais au traitement des réceptions, des commandes de réassort et des retours¹¹⁴.

Bien que les deux mois de fermeture aient porté le coup de grâce aux structures fragiles ou en difficulté, les mois qui ont suivi sont apparus, avec le recul, comme un moment salutaire. De manière générale,

l'après-confinement avait un parfum de retrouvailles, les liens entre les libraires et leur clientèle de lecteurs s'étant même resserrés de l'aveu des professionnels. Comparées à la même période un an plus tôt, les ventes réalisées du 11 mai au 19 juillet enregistraient une hausse de 19,6%, d'où la formule selon laquelle la librairie vivait un peu son « Noël en plein été »¹¹⁵. Cela ne suffisait pas encore à compenser la chute de 95% du chiffre d'affaires des libraires entre la mi-mars et la mi-mai, mais ce rebond significatif et immédiat permettait au moins de se délester du catastrophisme jusque-là ambiant. Le fait de pouvoir à nouveau juger sur pièces était sans doute une des grandes vertus du déconfinement. Les librairies ne s'étaient pas changées en mausolées à la gloire de Guillaume Musso, d'Elena Ferrante et de Joël Dicker. Il restait de la place pour d'autres livres, tout spécialement en librairie de conseil. La confrontation retrouvée avec le réel, sans l'interface discursive des médias, amenait à considérer que, si la catastrophe avait eu lieu, car quelque chose avait eu lieu, la vie culturelle n'était pas tout entière ensevelie sous les décombres.

À y regarder de plus près cependant, il y avait bien eu un « effet Covid ». Indépendamment des difficultés économiques des acteurs de la chaîne qu'il resterait à surmonter, une déflagration sourde s'était insinuée dans les structures de la filière et semblait indiquer

que le monde d'après ne serait pas tout à fait celui d'avant. Ou, selon l'expression consacrée, que le monde d'après tiendrait peut-être du monde d'avant en pire. Face aux impératifs, circulait désormais un « argument Covid », capable à lui seul de légitimer les actions. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une transformation profonde des pratiques ancrées dans les métiers du livre, mais d'un faisceau d'exacerbations, de levée des interdits au nom de la crise.

Au niveau social, ce n'est pas un hasard si le syndicat de libraires Sud Culture Solidaires en appelait au début du mois de juin à une entraide renforcée : augmentation des bas salaires, stabilisation des personnels précaires, passage au CDI, non-licenciement, respect des conditions sanitaires, voire suspension des aides publiques en cas de suppression d'emplois ou d'infraction au Code du travail¹¹⁶. Il n'y avait pas de raison en effet que la filière échappe au grand mouvement de dégraissage observé dans d'autres secteurs. L'annonce de la liquidation de trois enseignes de la chaîne Gibert Joseph, dès la fin du mois de mai, n'était pas de bon augure¹¹⁷. Et les éditeurs pourraient se montrer tentés de recourir davantage aux prestations externes, aux dépens des salariés.

Toujours au nom du Covid, des acteurs procédaient à un durcissement de leurs stratégies commerciales, notamment dans la gestion des assortiments en magasin. C'est ainsi que la Fnac, tout en laissant une

certaine marge de manœuvre à ses responsables de rayons, semblait avoir fait sciemment le choix de privilégier les grands distributeurs aux indépendants lors de la réouverture¹¹⁸. On sait d'autre part que la chaîne, qui n'avait pas été en mesure de réceptionner en bonne et due forme les nouveautés de la deuxième quinzaine de mars, a condamné toute une série de livres en effectuant des retours massifs sans ouverture des cartons¹¹⁹. Attentistes, les libraires indépendants avançaient eux aussi avec prudence. Les premières indications de mise en place de la rentrée laissaient présager que le risque éditorial ne paierait pas. Préserver la trésorerie n'était pas compatible avec les sauts dans l'inconnu, ce qui était en plein accord avec le recentrage des grands catalogues éditoriaux sur les valeurs refuges.

Plus généralement, ce sont toutes les forces disruptives qui s'étaient manifestées sous le confinement qui paraissaient s'affaiblir au fil de la relance. Début juillet, le dévoilement des programmes de la rentrée d'automne, avec 511 romans et recueils de nouvelles à paraître, laissait entendre que le coup de bélier du système de production n'avait pas eu d'impact significatif sur les comportements de la filière. Bien que qualifiée de rentrée littéraire parmi « les plus contractées » par *Livres Hebdo* (524 titres en 2019, réduction de 2,5%)¹²⁰, cette nouvelle salve ne trompait pas grand monde. Il fallait avoir un sens aigu du détail pour y voir une application de la décroissance promise, sans

compter, d'un point de vue qualitatif, que les principales catégories éditoriales en baisse étaient les premiers romans et les traductions, soit tout ce qui s'apparente à un investissement à risque.

Devait-on en conclure pour autant que les appels au changement avaient été lancés en vain ? Il n'était pas simple de répondre à cette question. Certains indices semblaient indiquer que la profusion des discours avait eu des conséquences institutionnelles, comme en témoignait le virage amorcé dès la fin du mois de juin par le SNE. Un SNE dont le bureau avait été partiellement recomposé, puisqu'aux côtés de son président Vincent Montagne et de son vice-président Antoine Gallimard, renouvelés dans leurs fonctions, siègerait dorénavant l'éditrice Liana Levi en qualité de vice-présidente. Un signal fort, pour Montagne, qui y voyait l'occasion de rappeler l'unité de la profession au sein du SNE :

Le message qu'il y a derrière ces changements est de rappeler l'importance de la création que portent toutes les maisons d'édition, y compris les plus petites, qui identifient de nouveaux auteurs, lesquels feront aussi les succès de demain. C'est un choix stratégique qui n'est pas exclusif de l'importance des groupes qui reste entière, notamment parce qu'ils sont aussi les distributeurs et les diffuseurs de centaines de petits éditeurs. Je pense plus que jamais qu'il est nécessaire de rappeler cette

dimension complexe, mais aussi complémentaire des groupes et des petites maisons d'édition. C'est aussi une manière de témoigner de la force du collectif dans la période actuelle¹²¹.

Il ne fallait pas être un fin stratège pour voir dans cette prise de position une tentative de récupération, la légitimité du SNE ayant été fragilisée par des actions contre-institutionnelles pendant le confinement. Cette réforme du SNE n'en était pas moins un signe encourageant pour la petite édition, qui y trouverait peut-être avec le temps une arène à sa mesure. Mais si la parole des éditeurs confinés avait contribué à faire bouger la configuration des institutions, rien ne permettait d'affirmer à ce stade que les éditeurs parviendraient à trouver un terrain d'intercompréhension. Le poids des institutions, les visions respectives du monde de leurs acteurs, n'avaient pas de raison de changer du jour au lendemain.

En quelques semaines, la relance de la chaîne du livre avait donc inspiré des sentiments contradictoires. Soulagement, d'un côté, de voir que le livre avait à nouveau survécu à la crise – l'une de ses nombreuses crises – et qu'il n'était pas mort. Inquiétude, de l'autre, de voir les acteurs dominants s'engouffrer dans les moindres interstices d'une situation réputée exceptionnelle, et de s'emparer des ressources du marché.

Les scénarios les plus dramatiques étaient assurément les moins plausibles. En dépit de la frilosité mentionnée plus haut, la librairie indépendante restait le plus fidèle allié de l'édition indépendante, et ce qui semblait se dessiner tenait moins à un effondrement global des normes de la chaîne du livre qu'à une radicalisation de ses extrêmes. Que des acteurs s'inscrivent tendanciellement dans une mouvance « Art et essai » et que d'autres poursuivent des objectifs de rentabilité à court terme était aussi ancien que le champ éditorial. De même, la disparition des éditeurs indépendants n'était pas dans l'intérêt des groupes éditoriaux, *a fortiori* si ces derniers devaient se diriger, à l'avenir, vers les seuls titres à haut potentiel de ventes : le fonctionnement même de l'institution éditoriale repose sur un principe cyclique, où les acteurs dominés défrichent le terrain dans les espaces non occupés par les acteurs dominants, lesquels récupèrent à leur tour les valeurs montantes. La question n'était pas de savoir si la crise du Covid aurait le pouvoir de remettre en cause cette règle générale, car elle ne l'avait pas, mais si les conditions des acteurs situés en marge du cœur économique du système sortiraient dégradées de cet épisode.

C'était là que l'action des pouvoirs publics s'avèrerait déterminante, à condition que les mesures d'urgence cèdent le pas aux réflexions de longue portée. Dans l'ensemble, l'économie du livre avait été sauvée. Tout l'enjeu serait de rebâtir une politique du livre de

la durée, en un écosystème, ce qui nécessiterait aussi de se pencher sur le plus grand laissé-pour-compte de la crise : le lecteur.

CHAPITRE DIX

LES IMPENSÉS DE LA CRISE

Les professionnels du livre et les médias ont beaucoup insisté sur l'aubaine que représentait le confinement pour les lecteurs. Puisque le confinement était synonyme de temps retrouvé, la lecture, expression de la lenteur, est devenue un emblème du défi lancé dans les colonnes de la presse magazine : réussir son confinement. Pas de confinement sans lecture, pas de lecture sans listes des livres qu'il fallait avoir lus dans sa vie de confiné. Ce programme, on l'a dit, avait lui-même été relayé par le pouvoir politique, sa formulation la plus synthétique ayant été celle du président Macron dans son allocution du 16 mars : « Lisez ».

Tout le problème de cet appel hédoniste à la lecture, qui le rendait insupportable à bien des égards, tenait évidemment au fait qu'il ne pouvait s'appliquer qu'à une part restreinte de la population. Il fallait retirer de la liste des lecteurs privilégiés les personnes dont l'activité avait été maintenue dans des conditions plus difficiles qu'en temps normal ; les personnes en

télétravail, avec éventuellement des enfants à la maison ; celles qui avaient été mises au chômage ou qui avaient vu fondre leur carnet de commandes ; celles qui avaient perdu ou étaient sur le point de perdre leur emploi. Tenir compte également du temps passé à s'organiser, à s'informer dans un contexte anxiogène, à communiquer, à se soigner ou à affronter le décès d'un proche.

Ce discours aussi enthousiaste qu'approximatif ne prenait pas plus en considération l'inégalité des ressources culturelles. Tout se passait comme si le monde, plongé dans l'oisiveté, allait voir ses habitants tourner négligemment des pages, se perdre dans les rayonnages de sa bibliothèque, et pourquoi pas relire ses classiques (on part toujours du principe qu'ils ont été lus une première fois). Or même des lecteurs agueris faisaient état de leurs difficultés à se concentrer sur un livre. Il n'y avait pas de corrélation universelle entre confinement et lecture : l'expérience de lecture au cours du confinement a été une réalité éminemment plurielle, forcément inégale. Certains lecteurs ont certes fait leurs provisions de livres numériques, mais sans pour autant les lire, uniquement parce qu'il y avait quelque chose de rassurant à s'entourer de produits culturels. Mécanisme qui faisait écho à la ruée sur les pâtes et le papier toilette en grandes surfaces, de même qu'à un comportement assez répandu hors confinement chez les plus gros lecteurs : le tsundoku,

achat compulsif de livres qui finiront dans la pile de livres à lire ultérieurement.

L'idée sur laquelle il faut insister ici n'est pas que l'on aurait systématiquement moins lu pendant le confinement, mais que le discours de crise est passé, dans une large mesure, à côté de la variété des usages de la lecture. La triple parole professionnelle, médiatique et politique qui s'est construite dans l'urgence semble avoir puisé plus que d'ordinaire encore dans le grand répertoire des idées reçues, des représentations, au point de ne retenir, pour principale cible, qu'un idéaltype assez commode de lecteur. Lecteur ou lectrice que l'on pourrait qualifier de cultivé sans être savant, adepte de la lecture-plaisir, attentif à l'actualité littéraire et très attaché à l'objet-livre. Une certaine idée du lecteur moyen, soit le lecteur-modèle de l'industrie éditoriale de littérature générale et de la librairie de nouveautés.

Si cette figure du lecteur s'est imposée dans les discours officiels, c'est précisément parce que ces derniers ont été chevillés dès le départ au sauvetage d'un secteur d'activité. Le seul profil de lecteur susceptible de lui répondre ne pouvait être qu'un consommateur : l'acheteur de livres imprimés commercialisés en librairie. De ce fait, les échanges de vues sur le livre au temps du confinement ont moins servi la cause de la lecture que milité en faveur d'un modèle industriel et

économique : l'institution marchande de la littérature générale. Un système d'interactions et d'échanges dans lequel éditeurs littéraires et libraires de premier niveau se partagent le rôle principal. Un espace de luttes pour la définition de la littérature commercialement légitime et des normes pratiques de la profession.

La principale vertu de ce champ opératoire limité est d'avoir réaffirmé le rôle clé de la librairie, en particulier indépendante, sur le double plan de l'accès à la culture et du maintien de la variété de l'offre. Il n'en reste pas moins dommageable que la discussion ait surtout porté sur le couple formé par l'éditeur et le libraire. Le « livre essentiel » n'a pas échappé à l'économisme ambiant, à l'inventaire des privations qui étaient imposées à des consommateurs. Pour le dire autrement, l'essentiel du combat pour l'essentiel semble avoir résidé dans la triple faculté d'achat, de consommation et de possession, autrement dit les besoins que le public le plus doté culturellement avait si souvent dénigrés chez les amateurs de bricolage ou de jardinage, avec un racisme de classe à peine dissimulé.

Les manifestations de solidarité des lecteurs elles-mêmes, qui se sont multipliées sous le confinement avec un sens de la réactivité qui faisait défaut aux pouvoirs publics, ont principalement visé les libraires. D'abord de manière éparse, sous la forme de dons ou

bons d'achat, mais bien vite répertoriés sur les portails « Sauvons nos commerces » et, dès la mi-avril, « Je soutiens ma librairie » – lequel comptabilisait, lors de sa création, plus de 180 initiatives de soutien à des libraires. On peut également citer, lancée le 20 avril, l'opération « Lire c'est vivre » portée par l'association des librairies francophones de Belgique, qui résidait elle aussi dans la commande de bons d'achat. Ces démarches étaient bien entendu légion de l'autre côté de l'Atlantique, où les levées de fonds et le mécénat sont plus systématiques en l'absence d'aides structurelles de l'État. Parallèlement à des campagnes de *crowdfunding* isolées, c'est ainsi que les éditions Abrams Books avaient lancé avec la Book Industry Charitable Foundation une opération destinée à récolter 100 000 \$ (Help A Bookseller), et que l'auteur James Patterson avait témoigné une nouvelle fois de son engagement envers les libraires en contribuant à hauteur de 500 000 \$ à son propre programme Save Indie Bookstores.

Le premier manque à déplorer dans les discours produits en confinement a donc eu trait à l'économie. Le tout à l'économie, l'absence de gratuité, en dépit des témoignages d'affection et des cadeaux offerts par les éditeurs aux libraires et aux lecteurs au cours de la période. Victimes collatérales de ce biais, les bibliothèques ont été ignorées la plupart du temps, sauf à parler des dispositifs prosaïques de protection qu'il

conviendrait d'y mettre en place au cours du déconfinement. Tout s'est passé comme si le prisme déformant de la consommation avait gommé le rôle social des bibliothèques en société (auprès des enfants et adolescents, des étudiants, des professionnels, des retraités, des publics précarisés, mais aussi du lecteur idéaltypique du confinement) et dans l'écosystème de la chaîne du livre. Qu'elles soient publiques ou scientifiques, bon nombre d'entre elles avaient pourtant déployé des trésors d'ingéniosité pour organiser des systèmes de retrait, rendre plus de ressources numériques accessibles, voire proposer des services à la collectivité comme l'impression de documents. De la même manière, on ne peut pas dire que la solidarité entre les lecteurs en dehors des circuits traditionnels de vente, comme les boîtes à livres, ait été valorisée ni stimulée – il leur est arrivé d'être interdites¹²². Tendance que l'on retrouve dans le traitement donné à la librairie générale de nouveautés par rapport à la librairie de livre d'occasion¹²³.

Au niveau des genres et catégories éditoriales ensuite, les débats ayant eu lieu dans l'espace public se sont principalement rattachés à l'édition littéraire au sens strict, en particulier au roman. En dehors des essais d'actualité qui ont eu voix au chapitre dans la presse générale, tous les autres genres ont été globalement passés sous silence. Cette attention est

évidemment comptable des représentations traditionnelles associées au livre, mais elle s'est trouvée renforcée par le profil des acteurs et des instances placés ou montés en première ligne du débat. Comme on l'a dit, il s'est bien entendu agi de défendre un secteur économique, mais sa dimension la plus mythique, pour ne pas dire folklorique (avec ses grands noms, ses institutions, ses prix, ses événements), a pesé lourdement elle aussi dans la balance.

Ce n'est pas simplement pour rendre justice à ces autres catégories que cet aspect doit être souligné, mais parce que cette conception étroite du marché éditorial (le livre pensé comme vecteur de la littérature) est lourde de conséquences. En ce qui concerne les mécanismes de soutien d'une part, il est évident que les besoins spécifiques en matière d'édition scolaire ou scientifique ne sont pas ceux de l'édition de littérature. En ce qui concerne la perception de l'acte de lecture d'autre part, le fait de se focaliser sur l'actualité des parutions littéraires à des fins de loisir tend à minimiser la diversité des fonctions qu'assure le livre (qu'il soit imprimé ou réalisé sous toute autre forme) auprès des publics. Il est indéniable que la littérature est tout à la fois un objet de divertissement, une source de plaisir esthétique, un instrument de compréhension du monde, un espace de confrontation des points de vue, un lieu de combat ou encore un levier au dépassement de soi, mais la littérature n'a pas l'apanage de ces

fonctions. C'est aussi là toute la limite du paradigme de la « lecture-plaisir » qui, dans la peur constante de l'élitisme et comme pour compenser le traumatisme des lectures obligatoires sur les bancs de l'école, sous-tend depuis de nombreuses années la promotion de la lecture.

Au niveau des supports et des formats enfin, le confinement a remis en lumière le statut ambivalent des alternatives au livre imprimé. D'un côté, on l'a dit, les éditeurs de tous les pays se sont spontanément reportés sur le livre numérique, particulièrement rendu visible par le biais de promotions ou de mises à disposition gratuite. Certains libraires se sont réjouis que le marché du livre conserve un certain dynamisme, et relayaient eux-mêmes les opérations sur les réseaux sociaux ; d'autres y voyaient au contraire des comportements irréfléchis, coupables de déstabiliser la chaîne du livre dans son ensemble. Il ne fallait pourtant pas perdre de vue que ces actions restaient limitées dans le temps et concernaient peu de titres. L'information relative à ces opérations était certes largement diffusée, mais leur impact global serait assurément moindre que le piratage de livres numériques, qui n'a plus rien à envier à ses homologues musicaux et audiovisuels. D'un autre côté, cette réconciliation des éditeurs avec le livre numérique, qui faisait parfois office de révélation, est restée dans une large mesure

au stade du rôle supplétif. Il n'y avait pas de véritable discours sur le numérique de la part des éditeurs de littérature générale, au sens de discours constructif ou prospectif.

Si le livre numérique est apparu comme une béquille promotionnelle et commerciale en attendant des jours meilleurs, cela tient avant tout au fait que la chaîne du livre ne s'y était pas pleinement convertie. Bien que la filière du livre numérique soit mûre depuis dix ans – avec le développement de l'offre éditoriale, d'une logistique propre, de lieux de vente, du prêt numérique en bibliothèque, d'une large gamme de terminaux de lecture et d'aides publiques –, le chiffre d'affaires moyen du numérique en littérature générale n'était jamais parvenu à se hisser au-delà des 5 % du chiffre d'affaires global des ventes en France¹²⁴. À la différence des éditeurs professionnels et scientifiques, dont les ventes numériques atteignaient le tiers du chiffre d'affaires et qui représentaient les trois quarts du marché numérique, les éditeurs littéraires n'avaient jamais risqué de forcer le destin de peur : *a)* de perdre la confiance des librairies ; *b)* que les lecteurs ne suivent pas ; *c)* de sortir en définitive affaiblis d'un passage plus franc au livre numérique, *a fortiori* si le piratage venait à s'intensifier. La plupart des titres disponibles en librairie existaient en papier et en numérique, mais ils ne faisaient pas spécialement l'objet de prosélytisme de la part des éditeurs.

À n'en pas douter, le confinement a permis de jeter un autre regard sur cette production et sur son potentiel historiquement limité. À la mi-avril, les éditions Gallimard pouvaient ainsi se réjouir que 20 000 ventes de *La Peste* aient été comptabilisées depuis le début du confinement, dont la moitié en numérique¹²⁵, tandis que les plateformes interrogées par *Livres Hebdo* déclaraient une hausse de leurs ventes de 75 % à 200 %¹²⁶. Il fallait toutefois analyser ces chiffres avec autant de prudence que ceux du Covid. Concernant le caractère exponentiel des ventes d'abord, le fait de les multiplier par deux ou trois ne serait pas annonciateur d'un basculement de la chaîne du livre vers le numérique, tant leur poids relatif demeurerait faible à l'échelle globale. Rien à voir avec la situation du cinéma et de l'industrie musicale, dont la consommation numérique à domicile rencontrait en outre des préoccupations d'ordre sanitaire¹²⁷. Par ailleurs, il convenait toujours de relativiser les discours des acteurs ayant intérêt à voir se développer le numérique. C'est ainsi que des firmes que l'on croyait définitivement entrées en léthargie s'étaient mises à communiquer tous azimuts pendant le confinement au sujet de leurs prestations et logiciels, de la confection de fichiers epub au marketing digital.

Tout en reconnaissant la progression significative du livre numérique, il était excessif d'en faire le « héros » de la crise. Non seulement parce que le livre

numérique n'avait absolument pas sauvé l'industrie du livre, mais aussi parce que l'adaptation technologique s'était surtout fait sentir au niveau des procédures au sein des entreprises et entre entreprises, en raison du télétravail. C'était sans doute de ce côté-là que les effets du confinement se marqueraient le plus rapidement et durablement, tant les contraintes pandémiques avaient instauré, pour le meilleur et pour le pire, de nouvelles manières de faire.

Paradoxalement pourtant, le relatif échec du livre numérique pourrait s'avérer payant. Le fait que ce marché n'ait pas explosé au cours de la période amènerait peut-être les acteurs à le considérer avec davantage de sérénité, et non comme le fossoyeur du livre imprimé. Un état d'esprit que résumait fort bien Michèle Benbunan, directrice générale d'Editis : « Même si le papier reste indispensable, on a appris pendant la crise à jouer sur tous les supports, l'audio, l'e-book, notamment pour les livres scolaires, les formats plus courts, les nouvelles¹²⁸. » En cela, comme il semblait que ce soit le cas dans le domaine de la vente en ligne, le confinement apparaîtrait peut-être comme un facteur-clé d'évolution de l'industrie du livre vers le multisupport, entre édition originale, édition de poche, impression à la demande, livre numérique et livre audio. S'il n'y avait pas eu de disruption au niveau des pratiques associées à la dématérialisation du livre, dans la mesure où la plupart des technologies

mobilisées existaient avant le confinement¹²⁹, on était en droit de s'attendre à une accélération des choses. Son seul frein résiderait potentiellement, par-delà l'esprit corporatiste, dans la soif de retour à la nature concrète des choses. On pouvait certes concevoir avec le penseur russe Boris Groys que « les gens ser[ai]ent moins prêts à voyager pour regarder l'art¹³⁰ », notamment pour des raisons financières, mais ce comportement se trouverait probablement contrebalancé par de nouvelles lassitudes du virtuel – par la volonté d'en finir, à dépense égale, avec les formes omniprésentes de la médiation numérique.

CONCLUSION

La notion de confinement a connu en l'espace de six mois d'importantes inflexions sémantiques. D'abord circonscrit aux conditions dans lesquelles des populations entières allaient être amenées à vivre pendant plusieurs semaines, le confinement est rapidement devenu le nom donné à une période de l'histoire, notamment sous la forme de Grand Confinement forgée, en écho à la Grande Dépression et à la Grande Récession, par l'économiste indo-américaine Gita Gopinath. En phase de libertés partiellement recouvrées, tout en sachant que le Grand Confinement était loin d'appartenir au passé, le (re)confinement s'est fait synonyme de menace, brandie par les experts sanitaires et les responsables politiques. Le confinement est ainsi passé de l'effort collectif au registre de la punition, dans le cas où les citoyens ne respecteraient les mesures destinées à l'éviter. Sanction d'autant plus sévère qu'elle était présentée comme suicidaire, étant donné qu'elle ne ferait qu'aggraver les conséquences néfastes de la crise.

Si les réflexions qui précèdent se sont surtout portées sur le confinement au sens premier du terme, j'ai tenté de suggérer à diverses reprises l'importance qu'il y avait à dépasser cette expérience vécue. Autant le confinement est un objet d'étude intéressant par son rôle d'analyseur, et toujours susceptible de se reproduire, autant la sidération prolongée à son égard pourrait bien se muer en facteur d'inertie. Comme exposé dans le dernier chapitre, l'image du livre renvoyée par les médias, les professionnels les plus habilités à prendre la parole et les pouvoirs publics n'a souvent consisté qu'en une approche partielle de l'écosystème du livre et des usages de la lecture. Si les mesures d'urgence et leur rhétorique ont pu avoir leur raison d'être au plus fort du confinement généralisé, la plus grande urgence semble aujourd'hui d'en sortir mentalement : l'expérience de ces derniers mois démontre qu'il est à peu près impossible de concilier les tactiques de l'immédiateté et les stratégies de longue portée. Or la chose dont l'industrie du livre ait le plus besoin est de temps, là où réside son véritable sens de l'essentiel et de la gratuité.

De même que la chaîne du livre a été immobilisée sous le confinement, l'encadrement public du livre et de la lecture s'est trouvé momentanément suspendu. La plupart des dossiers de fond ont été gelés, tandis que les efforts de planification consentis courent le risque d'avoir été réalisés dans de mauvaises conditions,

influencés par la perspective d'un effondrement total de la chaîne du livre. Il faut espérer que les pouvoirs publics, dont les mesures de sauvetage commencent à porter leurs fruits, pourront reprendre dans un avenir proche les travaux entrepris depuis des décennies – en y injectant certes les meilleures leçons tirées du confinement, mais sans se soumettre à ce dernier. Aussi importera-t-il de resituer la question du livre dans un environnement économique et social élargi, qui ne soit pas inféodé à la seule perspective de nouveaux confinements drastiques.

Par-delà l'orientation donnée aux politiques du livre à venir, le risque est évidemment de voir se dégrader l'image de la culture elle-même au sein de l'équ沿海 politique global. On sait combien le sens des priorités et le sursaut de la rationalité économique en temps de crise ont souvent relégué la culture au second plan. Du plus régional au plus européen, l'enjeu sera donc aussi de rappeler l'importance de la culture et du livre dans le monde social. Sans cela, c'est tout le paradigme de l'aide publique à la culture qui se trouvera menacé, et de nouveaux modèles seront à inventer.

Sur ce dernier point, les propositions formulées par les acteurs sous le confinement, dans lesquelles on a pu voir des utopies irréalistes ou de fausses promesses, gagneront de toute évidence à se trouver examinées sous un nouveau jour. La tenue des débats sur le terrain éthique ou écologique, réalisée sous l'impulsion des

acteurs indépendants, constitue indéniablement une des pièces maîtresses de la période. En dépit des frustrations engendrées par le sentiment d'un retour à la normale, les rapports de force se sont redéfinis autour de ces valeurs, tant et si bien que ces valeurs influenceront sans doute plus qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent sur la légitimité des acteurs de la chaîne. Conformément aux principes d'évolution des régularités de la profession, on devine que ces combats seront d'abord ceux des structures les moins institutionnalisées, dont les manières de faire s'érigeront peut-être en de nouvelles normes de l'institution.

NOTES

1. Rémi Hess, *La Socianalyse*, Paris, Éditions universitaires, coll. « Psychothèque », 1975, p. 55. Voir aussi René Lourau, *L'Analyseur Lip*, Paris, UGE, coll. « 10/18 », 1974.
2. Federica Cravero, « Chiude la storica libreria Paravia di Torino, la seconda più antica d'Italia : "Amazon ci ha distrutto" », *La Repubblica*, 15 janvier 2020.
3. Quentin Raverdy, « Le spleen des libraires italiens », *Le Point*, 23 février 2020.
4. D'après le titre de Maylis de Kerangal, *Réparer les vivants* (Verticales, 2014).
5. Lettre de Valéry Giscard d'Estaing à son Premier ministre Jacques Chirac, 2 août 1976.
6. Quentin Ariès et Michael Birnbaum, « What counts as 'essential' during a coronavirus lockdown? Fries in Belgium, wine in France », *The Washington Post*, 18 mars 2020.
7. Robert Zaretsky, « Are Books Essential? », *Foreign Affairs*, 7 avril 2020.
8. Wendy Paris, « Op-Ed: If marijuana is essential during the coronavirus shutdown, why not books? », *Los Angeles Times*, 31 mars 2020.
9. « Publishers Weekly Launches #BooksAreEssential. Hashtag Campaign to Support Publishing Industry in Face of Covid-19 », *Publishers Weekly*, 20 avril 2020.
10. Nicole Vulser, « Coronavirus : Bruno Le Maire envisage de revenir sur la fermeture des librairies », *Le Monde*, 19 mars 2020.
11. Claude Poissenot, « Le livre : bien indispensable? », blog de *Livres Hebdo*, 2 avril 2020. C'est nous qui soulignons.
12. Jeanne Marchiset, « Librairie ouverte, bibliothèque fermée? Des imbéciles et des livres... », *ActuaLitté*, 20 avril 2020.

13. Sylvie Belzer et Nadine Haltiner, « Payot obtient gain de cause, Migros ne peut plus vendre de livres à Genève », *RTS*, 28 avril 2020.

14. Alexiane Guchereau, « Payot réactive son service de livraison dès le 6 avril », *Livres Hebdo*, 3 avril 2020.

15. Lettre d'information de la librairie Filigranes, 7 avril 2020.

16. Nicolas Gary, « 135 € d'amende pour des livres : la confusion du déplacement dérogatoire », *ActuaLitté*, 8 avril 2020.

17. Véronique Richebois, « Les librairies redémarrent doucement via le *Click & Collect* », *Les Échos*, 16 avril 2020.

18. Par la voix de Guillaume Husson, son délégué général, le SLF a évoqué ouvertement la situation, tout en la nuancant à la lumière des sacrifices de l'instant. Cette déclaration était une réponse au billet de blog évoqué plus haut de Claude Poissenot : « Vous citez la proposition de Bruno Le Maire d'étudier la réouverture des librairies mais vous négligez le fait qu'elles se retrouveraient alors évincées de la majorité des dispositifs d'aide tout en réalisant un chiffre d'affaires dérisoire. » Cité dans « Réactions au blog de Claude Poissenot : les libraires en colère », *Livres Hebdo*, 2 avril 2020.

19. Pierre Bourdieu, « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 13, février 1977, pp. 3-43; « Une révolution conservatrice dans l'édition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 126, 1999, pp. 3-28.

20. Bryce Covert, « What Will Happen to Independent Bookstores? », *Slate*, 30 mars 2020. Sur le rôle social de la librairie en confinement, voir aussi le témoignage de la romancière et libraire Ann Patchett (Parnassus Books, Nashville) : « We're a Part of our Community as Never Before » (*The Guardian*, 10 avril 2020).

21. Didier Pasamonik, « Marc Filipson (Librairie Filigranes, Bruxelles) : "Je défends la notion de librairie de garde" », *ActuaBD*, 15 avril 2020. Une action qui allait à l'encontre des préconisations du SLFB, dont ne faisait pas partie la librairie Filigranes : « Nous estimons que mieux nous respectons le confinement, expliquait son co-président Yves Limauge (À Livre Ouvert, Bruxelles), plus vite on pourra rouvrir nos librairies » (Alain Lallemand, « Syndicat des libraires : "Nous conseillons de ne pas faire d'envois" », *Le Soir*, 5 avril 2020). Un grand nombre de libraires ne s'en sont pas tenus à cette recommandation.

22. Évelyne Darmanin, « Les librairies, nos librairies sont fermées, mais les livres peuvent s'ouvrir... », site officiel de l'UCO Laval, 5 avril 2020.

23. Alex Shephard, « Is This the End of the Indie Bookstore? », *The*

New Republic, 16 avril 2020.

24. La réduction des activités s'est surtout fait sentir dans le mois qui a suivi le début du confinement, soit de la mi-mars à la mi-avril en France et en Belgique. À noter que certains imprimeurs ont joué un rôle pendant le confinement (attestations de déplacement, vitres de protection en plexiglas, etc.). Ces imprimeurs ne sont pas forcément des imprimeurs de livres, étant donné qu'il existe une grande variété de profils, eux-mêmes soumis à la diversité des machines (cf. Johan Maumus, « En temps de crise, les imprimeurs s'organisent », *GraphiLine. Le quotidien des Arts graphiques*, 21 avril 2020).

25. Fabrice Piauxt, « Plus de 5 000 titres décalés en dix jours », *Livres Hebdo*, 31 mars 2020.

26. Johan-Frédéric Hel Guedj, « La bataille du Livre contre le coronavirus », *L'Écho*, 27 mars 2020.

27. Alexandra Alter, « Fall Is Now Jam-Packed for Book Publishers. That Could Be a Problem », *The New York Times*, 1^{er} juin 2020.

28. Fabrice Piauxt, « Vincent Montagne : "Il faut un grand plan ambitieux de relance pour le livre" », *Livres Hebdo*, 23 avril 2020.

29. Alain Lallemand, « Benoît Dubois : "Pour l'édition belge, cette crise du coronavirus se situe entre catastrophe et apocalypse" », *Le Soir*, 16 avril 2020.

30. Fabrice Piauxt, « Antoine Gallimard : "Une crise très grave, qui impose des mesures fortes de solidarité" », *Livres Hebdo*, 3 avril 2020.

31. Nicolas Gary, « Podcast : "Tout éditeur indépendant a frôlé la mort 53 fois depuis sa naissance" (Marion Mazauric) », *ActuaLitté*, 29 avril 2020.

32. CFDT Livre-Édition, « Chômage partiel : éthique et solidarité doivent guider l'action des entreprises d'Édition », 14 avril 2020.

33. Pierre Weill, Patricia Martin, « Antoine Gallimard, éditeur : "Il y a un maillon faible dans la chaîne, c'est le libraire" », *France Inter*, 3 mai 2020.

34. Fabienne Van Hulle, « La librairie, maillon faible, ou le mépris élevé au rang de vertu cardinale », *ActuaLitté*, 5 mai 2020.

35. Rachel Cooke, « Could Lockdown Herald an Exciting New Chapter for the Book Trade? », *The Guardian*, 10 mai 2020.

36. Raphaël Gariépy, « Huit éditeurs indépendants [Asphalte, La Baconnière, Aux Forges de Vulcain, Le Nouvel Attila, L'Œil d'or, La Peuplade, les éditions du Sonneur, les éditions du Typhon] s'associent pour sauver leurs livres », *ActuaLitté*, 20 avril 2020.

37. Alexiane Guchereau, « Des éditeurs lancent un kit pour faciliter la

reprise », *Livres Hebdo*, 29 avril 2020.

38. Nicole Vulser, « Les libraires dans le sas de déconfinement », *Le Monde*, 22 avril 2020.

39. Bruno Latour, « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », *Analyse Opinion Critique (AOC)*, 30 mars 2020.

40. Frédéric Claisse, « Covid-19 : quatre scénarios pour l'après-crise », *Les Nouvelles des possibles. Notes de veille prospective de l'IWEPs*, n° 2, avril 2020. L'auteur associe des effets à chaque scénario : effets révélateur et accélérateur (Transformation), effets rebond et effets d'aubaine (Continuation), effets d'apprentissage (Résilience), effets domino (Effondrement).

41. Benoît Virot, « Pas plus la crise que d'habitude », *Mediapart*, 6 avril 2020.

42. Vincy Thomas, « Les 248 éditeurs de L'Autre livre interpellent Franck Riester », *Livres Hebdo*, 30 mars 2020.

43. Collectif édition indépendante, « Nous sommes en crise », *L'Humanité*, 29 avril 2020.

44. Collectif, « Cette crise sanitaire peut et doit permettre une remise à plat du fonctionnement de la chaîne du livre », *Le Monde*, 14 mai 2020.

45. Pour aller plus loin, voir Sylvain Bourmeau et Cécile Moscovitz, « Éric Dumas, Marie-Aude Ruault & Benoît Virot : "La chaîne du livre ressemble à la corde du pendu" », *AOC*, 16 mai 2020.

46. Collectif de 625 auteurs, éditeurs, libraires, « Monsieur le président de la République, n'oubliez pas le livre! », *Le Monde*, 23 mai 2020.

47. Association pour l'Écologie du Livre, *Le Livre est-il écologique? Matières, artisans, fictions*, Marseille, Éditions Wildproject, 2020.

48. Martine Prosper, *Édition : l'envers du décor*, Paris, Éditions Lignes, 2009.

49. Association pour l'Écologie du Livre, « Le confinement n'a rien changé à nos problèmes », *ActuaLitté*, 11 mai 2020.

50. André Schiffrin, *L'Édition sans éditeurs ; Le Contrôle de la parole ; et L'Argent et les Mots*, Paris, La Fabrique, 1999, 2005 et 2010.

51. Jean-Christophe Menu, *Plates-bandes*, Paris, L'Association, coll. « Éprouvette », 2005.

52. Jérôme Vidal, *Lire et penser ensemble. Sur l'avenir de l'édition indépendante et la publicité de la pensée critique*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

53. Thierry Discepolo, *La Trahison des éditeurs*, Marseille, Agone, 2011.

54. Alexandre Balcaen et Jérôme LeGlatin, *Éditer (modestement) dans*

la tourmente, Paris, Éditions Adverse, 2020.

55. L.L. de Mars, *Communes du livre. Propositions pour une réinvention de la diffusion des œuvres*, Paris, Éditions Adverse, 2017.

56. Jérôme Lefilliâtre, « Lagardère appelle Bolloré à la rescousse, à ses risques et périls », *Libération*, 21 avril 2020.

57. Emmanuel Schwartzberg, « Lagardère à la veille du grand partage », *Médiapart*, 27 avril 2020.

58. Dominique Liesse, « Bernard Arnault au secours d'Arnaud Lagardère », *L'Écho*, 25 mai 2020.

59. Sur la notion de logistique, voir Laurent de Sutter, *Changer le monde*, Paris, Éditions de l'Observatoire, coll. « Et après? », mai 2020.

60. Pierre Marchand, *Livres Hebdo*, n° 66, 2 avril 1993, cité par Christian Robin, « Les éditeurs publient-ils trop de livres? », *Communication & Langages*, n° 143, mars 2005, p. 71.

61. Cités par Thierry Discepolo, *op. cit.*, p. 27.

62. Voir René Bonnell, *La Vingt-Cinquième Image. Une économie de l'audiovisuel*, 4^e édition, Paris, Gallimard, 2006, p. 112-118. Une publicité intensive peut aussi, en élevant trop le niveau d'attente, conduire à une déception du public et ce, dès la première semaine pourtant déterminante dans la carrière du film.

63. Jérôme Lindon, « De l'édition sans éditeurs », *Le Monde*, 9 juin 1998.

64. Pascal Durand, *La Censure invisible*, Arles, Actes Sud, coll. « Un endroit où aller », 2006, pp. 26 et 16.

65. Jean-Yves Mollier fait déjà le constat de ce qu'il nomme une censure du marché, ou d'un « management de l'opinion » dans la politique éditoriale de la « Bibliothèque des Chemins de fer » de Hachette. Voir Jean-Yves Mollier, *Hachette. Le géant aux ailes brisées*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2015, pp. 46-53.

66. Cécile Charonnat, « Rentrée littéraire. Janvier en février? », *Livres Hebdo*, 4 janvier 2019.

67. Pierre Astier, « La rentrée littéraire doit être repensée », *Le Monde*, 10 mai 2020.

68. Les enjeux d'une saturation de l'espace sont évoqués par Laurence Bascle-Parkansky et Max Prieux : la PLV permet au représentant d'augmenter les commandes, d'attirer l'attention et de procéder à une « extension momentanée de rayon » (*Le Marketing du livre, vol. 2 : promotion et outils de communication*, Paris, Le Cercle de la Librairie, 2010, p. 72).

69. Comme le résume Clarisse Normand (« À quoi sert la PLV? », *Livres Hebdo*, 9 novembre 2012) : « Pour mieux convaincre les libraires

de jouer l'effet de masse, [les éditeurs] accordent d'ailleurs des conditions commerciales bonifiées, soit en général deux points de surremise et/ou 60 jours d'échéance supplémentaires ainsi qu'une faculté de retour intégral. »

70. Isabel Contreras, « Programmes de printemps (1/8) : chez Hachette distribution, des locomotives et des cahiers de vacances », *Livres Hebdo*, 27 avril 2020.

71. Isabel Contreras, « Programmes de printemps (4/8) : chez UD, des polars et des titres jeunesse forts », *Livres Hebdo*, 28 avril 2020.

72. Errata Naturae, « Manifeste. Des cavaliers dans la tempête, des animaux dans l'ornière. Que penseriez-vous si nous vous disions que nous n'allons rien publier? », texte traduit par Anne-Lise Remacle.

73. Nicolas Gary, « Librairies : "Les grands éditeurs doivent faire davantage", estime Bruno Le Maire », *ActuaLitté*, 7 mai 2020.

74. Fabrice Piault, « Françoise Nyssen : "Nous diminuons fortement le nombre de nos parutions" », *Livres Hebdo*, 30 avril 2020.

75. Voir « Lectures d'été. Les best-sellers sont avancés » en couverture de *Livres Hebdo*, 22 mai 2020.

76. Isabel Contreras, « Programmes de printemps (3/8) : à la Sodis, des best-sellers en littérature », *Livres Hebdo*, 28 avril 2020.

77. Florent Georgesco et Nicole Vulser, « Entretien croisé : Sabine Wespieser et Olivier Nora », *Le Monde*, 15 mai 2000.

78. Nelly Kaprièlan, « Hugues Jallon : "L'édition n'a pas été une priorité stratégique" », *Les Inrockuptibles*, 13 mai 2020.

79. Fabrice Piault, « Vincent Montagne : "Il faut un grand plan ambitieux de relance pour le livre" », *Livres Hebdo*, 23 avril 2020.

80. Voir entre autres Nicole Vulser, « Les libraires dans le sas de déconfinement », *Le Monde*, 22 avril 2020 et Marianne Payot, « Édition : les locomotives à la rescousse », *L'Express*, 14 mai 2020.

81. Anna Momigliano, « In Italy, Coronavirus Books Rush to Publication », *The New York Times*, 9 avril 2020.

82. Ne fût-ce qu'en termes de manuscrits reçus. En contexte de crise, les primo-auteurs semblaient toutefois encore moins bien lotis que d'habitude. Voir Nicole Vulser, « Avalanche de manuscrits déconfinés chez les éditeurs », *Le Monde*, 3 juin 2020.

83. Joe Sommerlad, « Coronavirus: Novel rejected for "extremely unrealistic" portrayal of London in pandemic lockdown published 15 years later », *Independent*, 4 avril 2020.

84. Johan Faerber, « Le Journal de confinement de Leïla Slimani est un conte cruel », *Diacritik*, 19 mars 2020.

85. Alexiane Guchereau, « Parution internationale coordonnée pour l'essai de Bernard-Henri Lévy sur le coronavirus », *Livres Hebdo*, 26 mai 2020.

86. Alice Bosio, « Les recettes des chefs confinés en librairie », *Le Figaro*, 10 juillet 2020.

87. Nicolas Turcev, « Les parutions en nette baisse depuis le déconfinement », *Livres Hebdo*, 8 juin 2020.

88. Bruno Racine, *L'Auteur et l'acte de création*, avec le concours de Noël Corbin et Céline Roux, Rapport au ministre de la Culture Franck Riester, janvier 2020.

89. « Sans créateurs et créatrices, pas de création française. Soutien au rapport Bruno Racine », tribune publiée dans *Le Monde*, 13 février 2020.

90. *Ibid.*

91. Véronique Richebois, Fabienne Schmitt et Julie Chauveau, « "Il y a certes une paupérisation des auteurs, mais aussi des éditeurs et des libraires", dit Vincent Montagne », *Les Échos*, 4 février 2020.

92. Antoine Gallimard, « Nous ne nous résignerons jamais à une société qui choisit de publier moins pour lire moins », *Le Monde*, 6 février 2020.

93. Bruno Racine, *op. cit.*, p. 94.

94. Vincy Thomas, « Le Syndicat des Éditeurs Alternatifs soutient les conclusions du rapport Racine », *Livres Hebdo*, 17 février 2020.

95. Cécilia Lacour, « Rapport Racine : Franck Riester dévoile ses mesures », *Livres Hebdo*, 18 février 2020.

96. L'AdaBD, le CAAP, la Charte des Auteurs et Illustrateurs jeunesse, les États Généraux de la BD, la Ligue des Auteurs professionnels, le SELF, le SMda CFDT, le SNAA FO, la CT SNP, le SNSP et l'UNPI. Vincy Thomas, « Les associations d'auteurs déçues par les propositions de Franck Riester », *Livres Hebdo*, 22 février 2020.

97. Vincy Thomas, « La Scam réagit aux propositions de Franck Riester », *Livres Hebdo*, 19 février 2020.

98. Communiqué de la SGDL, « Plus d'ambition pour les auteurs », non daté.

99. Vincy Thomas, « Le Syndicat des Éditeurs Alternatifs soutient les conclusions du rapport Racine », *Livres Hebdo*, 17 février 2020.

100. Pierre Georges, « Affaire Joann Sfar : la SGDL renonce à ses poursuites », *Livres Hebdo*, 7 juillet 2020.

101. Ligue des Auteurs professionnels, « Le SNE veut contrôler le dialogue social », communiqué, 1^{er} juillet 2020.

102. ALIRE (Association des librairies informatisées et utilisatrices de

réseaux électroniques) et SLF, *La Librairie et le numérique. Vade-mecum à l'usage des libraires*, 2010.

103. *Ibid.*

104. Carole Poirel, « Analyse d'une stratégie collective manquée. Le cas de 1001Libraires.com dans le commerce du livre », *Management international/International Management/Gestión Internacional*, vol. 19, numéro 2, hiver 2015, pp. 64-82.

105. Vincy Thomas, « Le livre n'est plus un produit prioritaire pour Amazon », *Livres Hebdo*, 18 mars 2020.

106. John Herrman, « Amazon's Big Breakdown », *The New York Times Magazine*, 27 mai 2020.

107. Leïla de Comarmond, « Coronavirus : la justice impose à Amazon de réduire drastiquement son activité », *Les Échos*, 14 avril 2020, ainsi que Nicolas Gary, « La justice maintient : Amazon a interdiction de vendre des livres », *ActuaLitté*, 24 avril 2020.

108. Alexis Weigel, « Viendra un jour où les libraires ne seront plus là », *Libération*, 13 mai 2020.

109. Alexandra Alter, « Bookstores Are Struggling. Is a New E-Commerce Site the Answer? », *The New York Times*, 16 juin 2020.

110. Antoine Oury, « La crise sanitaire ouvre-t-elle une nouvelle ère pour la vente de livres en ligne? », *ActuaLitté*, 12 juin 2020.

111. Vincy Thomas, « Librairies : réouverture possible en Allemagne et compliquée en Italie », *Livres Hebdo*, 16 avril 2020.

112. Johan Maumus, « L'activité a redémarré chez Brodard et Taupin », *GraphiLine*, 18 avril 2020.

113. Clément Solym, « Madrigall et Interforum préparent la relance de l'activité en librairie », *ActuaLitté*, 22 avril 2020.

114. Nicolas Turcev, « MDS relance son activité à partir du 20 avril », *Livres Hebdo*, 15 avril 2020.

115. Jean Birnbaum et Zoé Courtois, « "Le livre est un refuge" : en librairie, le sursaut des ventes et la solidarité des clients », *Le Monde*, 6 août 2020.

116. Nicolas Gary, « Librairies : "Les inquiétudes du confinement semblent se confirmer" », *ActuaLitté*, 8 juin 2020.

117. Nicolas Gary, « Gibert Joseph ferme trois librairies : vers "un démantèlement" du groupe? », *ActuaLitté*, 23 mai 2020.

118. Nicolas Gary, « Aucune commande de nouveautés "livre" chez Fnac, sauf de best-sellers? », *ActuaLitté*, 29 mai 2020.

119. Information communiquée par un distributeur français le 26 mai 2020.

120. Vincy Thomas, « 511 romans pour la Rentrée littéraire 2020 », *Livres Hebdo*, 2 juillet 2020.

121. Vincy Thomas, « Vincent Montagne : “Les arbitrages ont été positifs parce que toute la profession s’est mobilisée” », *Livres Hebdo*, 25 juin 2020.

122. Ainsi de l’arrêté du maire d’Orléans ayant interdit, le 19 mars, l’usage des boîtes à livres installées dans sa juridiction. Voir Nicolas Gary, « Les boîtes à livres interdites, accusées de faciliter la propagation du Covid-19 », *ActuaLitté*, 12 avril 2020.

123. Antoine Oury, « “Une catastrophe” : la librairie d’occasion fragilisée par la crise sanitaire », *ActuaLitté*, 5 juin 2020.

124. SNE, *Les Chiffres de l’édition. Rapport statistique du SNE (2018-2019)*, 2019.

125. « Coronavirus : “On a perdu presque 90 % de notre chiffre d’affaires”, affirme le président des éditions Gallimard », *France Info*, 16 avril 2020.

126. Nicolas Turcev, « Le livre numérique explose sur toutes les plates-formes », *Livres Hebdo*, 1^{er} avril 2020.

127. Voir Jean-Michel Frodon, « La crise du Covid-19 est-elle en train de tuer le cinéma? », *Slate.fr*, 13 avril 2020 et Mickaël Correia, « Cinéma, musique : le Covid-19 accélère la numérisation de l’industrie culturelle », *Mediapart*, 27 avril 2020.

128. Nicole Vulser, « Au sortir du confinement, le secteur de l’édition se cherche de nouvelles lignes d’horizon », *Le Monde*, 14 mai 2020.

129. Patrick Bazin, « Il n’y a pas de disruption », blog « Lire le monde », *Livres Hebdo*, 22 juin 2020, ainsi que Barbara Hoffert, « From Publishers to Booksellers and Librarians: COVID-19 Accelerates Book Industry Shift to Digital, Interdependence », *Library Journal*, 13 avril 2020.

130. Laurent de Sutter, « “Les gens seront moins prêts à voyager pour regarder l’art, mais je ne pense pas que ce soit une évolution négative” », *Focus Vif*, 14 mai 2020.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER	
Le livre est un produit comme les autres	9
CHAPITRE DEUX	
La librairie indépendante en temps de crise	19
CHAPITRE TROIS	
Les éditeurs confinés	29
CHAPITRE QUATRE	
La renaissance du discours contestataire	39
CHAPITRE CINQ	
La saturation de la filière	51
CHAPITRE SIX	
Tous décroissants	61

CHAPITRE SEPT	
L'auteur aux confins du système	75
CHAPITRE HUIT	
La librairie en quête d'identité numérique	89
CHAPITRE NEUF	
La relance économique de la filière	103
CHAPITRE DIX	
Les impensés de la crise	113
CONCLUSION	125
NOTES	129

DU MÊME AUTEUR

Histoire de l'édition en Belgique (XV^e-XXI^e siècle)
(en collaboration avec Pascal Durand),
Bruxelles, Les Impressions Nouvelles, 2018.

La Bande dessinée en dissidence / Comics in Dissent
(en collaboration avec Christophe Dony et Gert
Meesters, Groupe Acme, dir.),
Liège, Presses Universitaires de Liège,
Collection « Acme », 2014.

L'Association : Une utopie éditoriale et esthétique
(en collaboration avec Erwin Dejasse et Gert
Meesters, Groupe Acme, dir.),
Bruxelles, Les Impressions Nouvelles, 2011.

Le Prix fixe du livre en Belgique. Histoire d'un combat,
Bruxelles, Les Impressions Nouvelles, 2007.

Achévé d'imprimer en août 2020 par Smilkov (EU)
ISBN 978-2-87449-817-6 - EAN 9782874498176
Dépôt légal : octobre 2020